

# 2

Banque Royale du Canada Deuxième trimestre 2006



# Rapport aux actionnaires

## LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2006

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

### Faits saillants du deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 :

- Bénéfice net de 1 118 millions de dollars, en hausse de 23 %; bénéfice net lié aux activités poursuivies (1) de 1 128 millions, en hausse de 23 %.
- Bénéfice dilué par action (2) de 0,85 \$, en hausse de 23 %; bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies de 0,86 \$, en hausse de 23 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,0 %, en hausse de 310 points de base; rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les activités poursuivies de 22,9 %, en hausse de 300 points de base.
- Revenus liés aux activités poursuivies de 5 122 millions de dollars, en hausse de 436 millions ou 9 %, en raison des volumes accrus d'activités bancaires et de gestion de patrimoine ainsi que des résultats records liés aux activités de négociation.
- Frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies de 2 928 millions de dollars, en hausse de 267 millions ou 10 % :
  - tranche de 7 % imputable à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur

(1) Les activités poursuivies excluent les résultats de nos activités abandonnées, RBC Mortgage Company.

(2) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le nombre d'actions ordinaires et les montants par action ont tous été retraités afin de tenir compte du dividende en actions.

RBC Marchés des Capitaux, traduisant le du rendement solide des activités;

- tranche de 3 % imputable aux autres frais, engagés principalement pour soutenir la croissance des activités.

- Total de l'actif de 503 milliards de dollars, en hausse de 16 %.

**TORONTO, le 26 mai 2006** – La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 1 118 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2006, en hausse de 23 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,85 \$, en hausse de 23 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,0 %, en hausse de 310 points de base.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Chacun de nos secteurs d'exploitation a généré une solide croissance des revenus et du bénéfice ce trimestre. Nous avons également continué de tirer parti de notre position de chef de file au Canada et procédé à l'expansion fructueuse de nos activités aux États-Unis et à l'extérieur de l'Amérique du Nord. »

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 1 128 millions de dollars, en hausse de 212 millions ou 23 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,86 \$, en hausse de 0,16 \$ ou 23 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 22,9 %, comparativement à 19,9 % il y a un an. L'augmentation du bénéfice net reflète la forte croissance des revenus dans tous les secteurs d'exploitation, qui a été neutralisée en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux. Cette croissance s'est produite malgré une réduction de 35 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

### Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	13	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	22	RBC Marchés des Capitaux
2	Message du président et chef de la direction	14	Conventions comptables et estimations	24	Services de soutien généraux
4	Rapport de gestion	14	Résultats des secteurs d'exploitation liés aux activités poursuivies	24	Faits saillants du bilan
4	À propos de la Banque Royale du Canada	15	La façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation	26	Gestion du capital
4	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	15	Principales mesures financières (hors PCGR)	27	Arrangements hors bilan
5	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants	18	RBC Particuliers et entreprises – Canada	27	Opérations entre apparentés
6	Résumé	20	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (activités poursuivies)	28	Gestion du risque
9	Résultats consolidés liés aux activités poursuivies			32	États financiers consolidés intermédiaires
				36	Notes complémentaires
				47	Renseignements aux actionnaires

Les revenus liés aux activités poursuivies ont augmenté de 436 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats records liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités.

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies se sont accrus de 267 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Les frais au titre de la rémunération variable ont augmenté de 189 millions de dollars, en raison surtout du rendement solide des activités du secteur RBC Marchés des Capitaux. La tranche restante de 78 millions de dollars reflète en grande partie la hausse des coûts engagés pour soutenir la croissance de nos activités. Ces coûts sont liés notamment à l'augmentation des honoraires, à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, ainsi qu'aux frais de marketing et de publicité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions ce trimestre.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la croissance des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit ainsi que les recouvrements moins élevés au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit, ainsi que par une provision constatée l'an dernier relativement à notre quote-part proportionnelle de 50 % d'une provision liée à Solutions Moneris, Inc.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 3 millions de dollars comparativement à l'an dernier. La diminution est en grande partie attribuable à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermisssement du dollar canadien, contrebalancée en grande partie par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada. Les provisions techniques liées à l'assurance vie inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont diminué ce trimestre, résultat qui reflète les hausses des taux d'intérêt à long terme, lesquelles ont été contrebalancées par les autres ajustements actuariels.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable au bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes.

Comparativement au premier trimestre de 2006, le bénéfice net a reculé de 53 millions de dollars ou 5 %, et le bénéfice dilué par action a

diminué de 0,04 \$ ou 4 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a subi une baisse de 44 millions de dollars ou 4 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies a reculé de 0,03 \$ ou 3 %. Cette diminution reflète principalement le fait que le deuxième trimestre comportait un nombre de jours moins élevé que le trimestre précédent, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre, de même que le règlement favorable d'une vérification fiscale liée à des exercices précédents comptabilisés au trimestre précédent. La diminution tient également à une réduction de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermisssement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de la forte croissance de nos activités de gestion de patrimoine.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 2 289 millions de dollars, en hausse de 403 millions ou 21 % par rapport au premier semestre de 2005. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 1,74 \$, en hausse de 0,31 \$ ou 22 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a progressé de 407 millions de dollars ou 22 % comparativement à l'an dernier, malgré la réduction de 50 millions de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermisssement du dollar canadien. Les revenus se sont accrus de 623 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout de la forte croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des solides résultats liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 364 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période précédente, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable reflétant en grande partie le rendement solide des activités du secteur RBC Marchés des Capitaux et les coûts plus élevés engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 53 millions de dollars ou 24 % par rapport à la période précédente, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale au premier trimestre de 2006.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 10 millions de dollars ce trimestre, et elle est principalement imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté une perte d'exploitation nette de 9 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 1 million au trimestre précédent.

Au 30 avril 2006, le ratio de capital de première catégorie était de 9,5 %, soit un résultat inchangé par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent. Le ratio de capital total s'élevait à 12,5 %, en baisse de 30 points de base comparativement à 12,8 % il y a un an et au trimestre précédent.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Nous avons de nouveau obtenu de solides résultats ce trimestre, le bénéfice de 1,1 milliard de dollars étant en hausse de 23 % par rapport à l'an dernier, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissant à 23,0 %. Chacun de nos secteurs d'exploitation a généré une solide croissance des revenus et du bénéfice par rapport à l'an dernier.

Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada s'est accru de 16 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse de 6 % des revenus. Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont progressé de 20 %, résultat qui reflète la croissance des fonds communs de placement et des activités de courtage traditionnel. La croissance des prêts et des dépôts est également demeurée élevée, en raison de la solidité de l'économie. Nous sommes satisfaits du levier d'exploitation (différence entre les taux de croissance des revenus et des charges) de 3 % que ce secteur a enregistré, d'autant plus que nous avons, ce trimestre, continué d'investir dans des activités à forte croissance et que nous avons accru l'effectif en contact direct avec la clientèle.

Le bénéfice du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International lié aux activités poursuivies a progressé de 29 %, et les

revenus se sont accrus de 8 %, comparativement à l'an dernier, malgré le raffermisssement continu du dollar canadien par rapport au dollar américain. Exprimé en dollars américains, le bénéfice a augmenté de 39 % et les revenus, de 16 %. Ces résultats tiennent à la croissance élevée des revenus de la *Gestion de patrimoine* (laquelle reflète l'acquisition d'Abacus, la croissance des actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher ainsi que l'augmentation des commissions de courtage de la Gestion Privée Globale), de même qu'à la croissance élevée des revenus et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances des *Services bancaires*.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux a enregistré des résultats exceptionnellement solides ce trimestre, le bénéfice net de 433 millions de dollars représentant une hausse de 47 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète les résultats records qui découlent des conditions du marché favorables. La hausse du bénéfice reflète également l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition ainsi que la baisse du taux d'imposition effectif. Les frais autres que d'intérêt ont aussi augmenté, en raison de la hausse des frais au titre de la rémunération variable, laquelle reflète le rendement solide des activités.

	Objectifs de 2006	Rendement du premier semestre
1. Croissance du bénéfice dilué par action (1)	20 %+	21,7 %
2. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	23,5 %
3. Croissance des revenus	6-8 %	7 %
4. Levier d'exploitation (2)	> 3 %	0 %
5. Qualité du portefeuille (3)	0,40-0,50 %	0,23 %
6. Gestion du capital : ratio de capital de première catégorie	8 %+	9,5 %
7. Ratio de distribution	40-50 %	39 %

(1) Objectif établi en fonction du bénéfice dilué par action total de 2005 de 5,13 \$, qui a été retraité et établi à 2,57 \$ afin de tenir compte du versement, le 6 avril 2006, d'un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation.

(2) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt. Notre objectif pour 2006 à ce chapitre a été établi en fonction des frais autres que d'intérêt de 2005, exclusion faite de la provision de 591 millions de dollars constituée au quatrième trimestre de 2005 au titre du litige relatif à Enron Corp.

(3) Correspond au ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations.

### Revue du rendement

Au cours du premier semestre, nous avons enregistré une croissance du bénéfice dilué par action de 21,7 %, un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,5 % et une croissance des revenus de 7 %, soit des résultats qui s'alignent sur nos objectifs pour 2006. La qualité du portefeuille demeure élevée grâce au contexte relativement favorable en matière de crédit, ce qui a donné lieu à un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances de 0,23 %, qui continue d'excéder notre objectif. Nous avons maintenu notre solide situation de capital, le ratio du capital de première catégorie s'étant établi à 9,5 %, résultat de loin supérieur à notre objectif de 8 % ou plus. Le levier d'exploitation depuis le début de l'exercice est demeuré inchangé par rapport à notre objectif de plus de 3 %, résultat qui tient en grande partie à la composition de nos activités, laquelle a reflété une proportion plus élevée du bénéfice tiré du secteur RBC Marchés des Capitaux. Les deux secteurs Particuliers et entreprises ont toutefois enregistré un levier d'exploitation positif. Par ailleurs, bien que nous ayons dégagé un bénéfice élevé au cours du premier semestre, le ratio de distribution de 39 % est légèrement inférieur au ratio cible.

### Progrès relatifs à nos objectifs stratégiques

Au deuxième trimestre, nous avons continué de réaliser des progrès relativement à nos trois objectifs suivants :

1. Être reconnus comme le premier prestataire incontesté de services financiers au Canada.
2. Tirer parti de la solidité de nos activités bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.
3. Être reconnus comme un prestataire de choix de services financiers à l'échelle mondiale.

Au Canada, nous avons continué de consolider notre leadership dans plusieurs domaines. Ainsi, nous avons enregistré des ventes nettes de fonds communs de placement de 2,2 milliards de dollars et maintenu notre position de chef de file à ce chapitre pour un dixième trimestre d'affilée. RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de coplaceur pour compte dans le cadre du très attendu premier appel public à l'épargne de Tim Horton d'une valeur de 900 millions de dollars, qui a retenu l'intérêt des investisseurs et suscité une forte demande à l'échelle mondiale. RBC Assurances est la première société qui a donné aux Canadiens la possibilité d'obtenir une cotation et de souscrire de l'assurance biens personnels et de l'assurance automobile en ligne. Nous avons également lancé le service *Speedpass* comportant une fonctionnalité de débit, qui permet aux titulaires d'une carte-client RBC de débiter instantanément leur compte RBC lorsqu'ils effectuent des achats dans les stations-service Esso. Nous avons par ailleurs renforcé la prépondérance de notre marque grâce au soutien continu des équipes canadiennes participant aux Jeux olympiques et para olympiques de 2006 tenus à Turin, qui représentent une grande source de fierté pour les Canadiens. Outre notre importante campagne publicitaire, nous avons organisé une exposition pancanadienne afin de donner aux Canadiens une idée de l'enthousiasme et de l'esprit qui caractérisent les Jeux olympiques.

Aux États-Unis, les actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher ont atteint 25 milliards de dollars US, en hausse de 38 % par rapport à l'an dernier, et le total des biens administrés s'est élevé à 125 milliards de dollars US, soit un résultat record. Depuis le lancement de la gamme de comptes de chèques de RBC Centura au dernier trimestre, le nombre de nouveaux comptes de chèques ouverts par des particuliers a augmenté de 24 %, et le nombre de nouveaux comptes de chèques ouverts par des entreprises s'est accru de 21 % par rapport au dernier trimestre. Au cours du trimestre, RBC Centura a lancé deux gammes très concurrentielles de prêts de transformation de l'avoir propre foncier, ainsi qu'une carte Visa Platine RBC Centura pour les clients de la Gestion Privée Globale. RBC Assurances a enregistré une croissance record au chapitre de l'assurance vie temporaire aux États-Unis. Elle a en effet obtenu des ventes records au cours de deux mois et enregistré une croissance de 53 % par rapport à l'an dernier. Au cours du premier trimestre civil de 2006, le groupe des services de banque d'investissement de RBC Marchés des Capitaux s'est classé au quatrième rang aux États-Unis en ce qui concerne le nombre de premiers appels publics à l'épargne dont il a assuré la gestion.

Sur le plan international, nous avons poursuivi notre expansion et offert de nouveaux services à nos clients. Nous avons ouvert une succursale à Beijing afin d'offrir aux clients institutionnels et commerciaux ainsi qu'aux clients des services bancaires une gamme de services bancaires, de services de gestion de trésorerie, de services de financement des opérations commerciales et de services sur les marchés financiers. La Gestion Privée Globale a ouvert un centre international à Montréal, où 16 professionnels des finances offrent des services financiers personnalisés aux clients ayant un avoir net élevé et résidant à l'étranger qui ont une famille ou des intérêts commerciaux au Canada. RBC Marchés des Capitaux a lancé l'indice RBC Hedge 250, un indice de fonds de couverture utilisable pour des placements largement diversifié et représentatif, qui se compose de 250 fonds différents, ce qui est six fois plus que le nombre de fonds réunis par d'autres indices utilisables pour des placements.

Nos objectifs stratégiques visent à offrir de meilleures solutions à nos clients et à assurer une croissance continue pour nos actionnaires. Au cours des 12 derniers mois, le rendement total pour les actionnaires s'est établi à 32 %, résultat reflétant l'augmentation de 28 % du cours de nos actions ordinaires.

J'aimerais remercier tous nos employés des efforts qu'ils continuent de déployer pour que nous ayons le privilège d'être le premier choix de nos clients, et pour que nous soyons en mesure de générer une performance financière et des rendements supérieurs pour nos actionnaires.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer notre situation financière, nos perspectives futures et nos résultats d'exploitation, y compris notre situation de trésorerie et nos sources de financement, pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2006, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, l'accent étant mis sur les résultats trimestriels. Le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2005 aux actionnaires (rapport annuel 2005). Ce rapport de gestion est daté du 25 mai 2006, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2005, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com](http://rbc.com), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

## À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des

services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 14 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez notre site Web à l'adresse [rbc.com](http://rbc.com).

## MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi canadienne applicable en matière de valeurs mobilières. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, ou dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2006 et à notre but à moyen terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre nos objectifs et notre but à moyen terme, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque d'illiquidité et de financement; la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et

les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à nos estimations concernant les provisions et les provisions cumulatives; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles telles que les ouragans; l'incidence possible, sur nos activités, d'urgences en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion du risque » et « Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs » de notre rapport annuel 2005.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes et événements possibles. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<b>Activités poursuivies</b>					
Total des revenus	5 122 \$	4 960 \$	4 686 \$	10 082 \$	9 459 \$
Frais autres que d'intérêt	2 928	2 751	2 661	5 679	5 315
Dotation à la provision pour pertes sur créances	124	47	116	171	224
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	619	652	622	1 271	1 204
Charges liées au réalignement de l'entreprise	—	—	2	—	4
Bénéfice net avant impôts (1)	1 451	1 510	1 285	2 961	2 712
<b>Bénéfice net tiré des activités poursuivies</b>	1 128	1 172	916	2 300	1 893
<b>Perte nette liée aux activités abandonnées</b>	(10)	(1)	(9)	(11)	(7)
<b>Bénéfice net</b>	1 118 \$	1 171 \$	907 \$	2 289 \$	1 886 \$
<b>Secteurs – bénéfice net tiré des activités poursuivies</b>					
RBC Particuliers et entreprises – Canada	608 \$	669 \$	524 \$	1 277 \$	1 121 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (2)	106	101	82	207	175
RBC Marchés des Capitaux (2)	433	330	294	763	562
Services de soutien généraux	(19)	72	16	53	35
<b>Bénéfice net tiré des activités poursuivies</b>	1 128 \$	1 172 \$	916 \$	2 300 \$	1 893 \$
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – dilué (3)	0,85 \$	0,89 \$	0,69 \$	1,74 \$	1,43 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	23,0 %	23,9 %	19,9 %	23,5 %	20,9 %
Rendement du capital de risque (4)	35,7 %	37,9 %	32,4 %	36,8 %	33,5 %
<b>Données financières sommaires liées aux activités poursuivies</b>					
Bénéfice par action – dilué (3)	0,86 \$	0,89 \$	0,70 \$	1,75 \$	1,44 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	22,9 %	23,6 %	19,9 %	23,3 %	20,7 %
Rendement du capital de risque (4)	36,1 %	38,0 %	32,7 %	37,0 %	33,6 %
Levier d'exploitation (5)	(0,7) %	0,2 %	6,3 %	(0,2) %	10,4 %
<b>Ratios de capital (6)</b>					
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %
Ratio du capital total	12,5 %	12,8 %	12,8 %	12,5 %	12,8 %
<b>Principales données figurant au bilan</b>					
Total de l'actif	502 893 \$	487 874 \$	434 873 \$	502 893 \$	434 873 \$
Valeurs mobilières	163 991	165 658	139 585	163 991	139 585
Prêts à la consommation	140 998	138 581	129 618	140 998	129 618
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 583	55 615	49 779	57 583	49 779
Dépôts	322 787	314 872	283 492	322 787	283 492
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	19 700	19 300	18 400	19 500	18 000
Moyenne du capital de risque (4)	12 700	12 150	11 350	12 400	11 250
<b>Information sur les actions ordinaires (3)</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 282 694	1 284 333	1 281 685	1 283 436	1 279 482
– moyenne (diluée)	1 301 645	1 304 378	1 303 601	1 303 106	1 301 133
– à la fin	1 286 064	1 290 983	1 292 801	1 286 064	1 292 801
Dividendes par action	0,36 \$	0,32 \$	0,28 \$	0,68 \$	0,55 \$
Rendement de l'action	3,0 %	2,9 %	3,2 %	2,9 %	3,2 %
Cours de l'action – à la clôture (du trimestre)	47,84 \$	44,54 \$	37,48 \$	47,84 \$	37,48 \$
<b>Autres données financières sommaires</b>					
Biens administrés (7) – RBC	487 900 \$	476 300 \$	1 712 700 \$	487 900 \$	1 712 700 \$
– RBC Dexia IS	1 832 100	1 738 100	—	1 832 100	—
Biens sous gestion	113 700	111 200	101 900	113 700	101 900
<b>Renseignements opérationnels liés aux activités poursuivies</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	59 206	59 429	59 803	59 206	59 803
Nombre de succursales	1 424	1 421	1 414	1 424	1 414
Nombre de guichets automatiques	4 272	4 268	4 367	4 272	4 367
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,877 \$	0,865 \$	0,811 \$	0,871 \$	0,819 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,894	0,878	0,795	0,894	0,795

(1) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

(2) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> février 2006.

(3) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le nombre d'actions ordinaires et les montants par action ont tous été retraités afin de tenir compte du dividende en actions.

(4) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

(5) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

(6) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(7) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons contribué des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS pour le deuxième trimestre de 2006 est présenté au 31 mars 2006.

## RÉSUMÉ

Nous avons obtenu une solide croissance du bénéfice et des revenus dans tous nos secteurs d'exploitation au deuxième trimestre de 2006, comparativement à l'an dernier. Ces résultats découlent du maintien

d'une conjoncture favorable, tant sur les marchés au pays que sur ceux à l'étranger, ainsi que de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance.

## REVUE ÉCONOMIQUE ET REVUE DES MARCHÉS

Selon les plus récentes statistiques publiées, l'économie a poursuivi son élan en Amérique du Nord. Le Canada a enregistré une croissance de l'économie au cours des deux premiers mois de l'année civile, et le taux de chômage a atteint un plancher inégalé en 32 ans. Les taux d'intérêt ont augmenté légèrement, par suite de la décision de la Banque du Canada de hausser le taux de financement à un jour à 4,0 % en avril, soit une hausse de 50 points de base comparativement à février. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain et aux autres principales devises, en raison de la faiblesse générale du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises, ainsi que de la hausse des prix des marchandises.

Aux États-Unis, le PIB réel a augmenté au premier trimestre de l'année civile comparativement au quatrième trimestre de l'année civile 2005, en raison de l'accroissement de la demande visant les exportations des États-Unis à l'étranger, de la reconstitution des stocks et de la demande des consommateurs qui, bien que modérée, augmente malgré une confiance à la baisse. La Réserve fédérale américaine a majoré le taux d'intérêt des fonds fédéraux à deux reprises, lequel se chiffre à 5,00 %. Cette augmentation de 50 points de base au cours des trois derniers

mois tient à une croissance robuste ainsi qu'à un contexte inflationniste.

La demande visant les prêts à la consommation et les produits de financement connexes est demeurée positive, en raison des dépenses de consommation élevées et du maintien d'une conjoncture favorable. En ce qui concerne les prêts aux grandes entreprises, le nombre de fusions et d'acquisitions a atteint un sommet historique au Canada, grâce à la demande élevée visant les sociétés canadiennes des secteurs pétroliers et métallurgiques. Les activités de négociation en Amérique du Nord ont bénéficié de conditions du marché favorables pour presque toutes les catégories d'actifs. La volatilité accrue des marchés boursiers et l'accroissement des opérations d'arbitrage se sont traduits par une amélioration des activités de négociation de titres de participation, et l'accroissement de la pente de la courbe de rendement a donné lieu à des occasions accrues au chapitre des activités de négociation de titres à revenu fixe. Les activités de montage de titres de participation se sont avérées élevées, en raison de l'amélioration des activités du secteur des fiducies de revenu au Canada. Les activités de montage de prêts ont continué de bénéficier de la forte demande visant les obligations en dollars canadiens émises par des sociétés étrangères.

## RENDEMENT FINANCIER

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 118 millions de dollars au deuxième trimestre terminé le 30 avril 2006, en hausse de 211 millions ou 23 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,85 \$, en hausse de 0,16 \$ ou 23 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 23,0 %, comparativement à 19,9 % l'an dernier.

Le bénéfice net lié aux **activités poursuivies** s'est chiffré à 1 128 millions de dollars, en hausse de 212 millions ou 23 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,86 \$, en hausse de 0,16 \$ ou 23 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 22,9 %, par rapport à 19,9 % l'an dernier. L'augmentation reflète la croissance élevée des revenus dans tous les secteurs d'exploitation, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux. Cette croissance a été enregistrée malgré la réduction de 35 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Le total des revenus a augmenté de 436 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats records liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 267 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Les frais au titre de la rémunération variable ont augmenté de 189 millions de dollars. La hausse s'est produite principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et elle est imputable au rendement solide des activités. La tranche restante de 78 millions de dollars reflète en grande partie la hausse des coûts engagés pour soutenir nos initiatives visant la croissance des activités. Ces coûts sont liés notamment à l'augmentation des honoraires, à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, ainsi qu'aux frais de marketing et de publicité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions ce trimestre.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la croissance des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit ainsi que les recouvrements moins élevés au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux. Ces résultats ont été principalement contrebalancés par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit, ainsi que par une provision

constatée à l'exercice précédent relativement à notre quote-part proportionnelle de 50 % de la provision liée à Solutions Moneris, Inc. (Moneris).

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 3 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie attribuable à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, contrebalancée par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada. Les provisions techniques liées à l'assurance vie inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont diminué ce trimestre, résultat qui reflète les hausses de taux d'intérêt à long terme, contrebalancées par les autres ajustements actuariels.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable au bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement telles que les dividendes.

**RBC Particuliers et entreprises – Canada.** Le bénéfice net de ce secteur a augmenté de 84 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux mesures de compression des coûts fructueuses. Ces résultats reflètent la mise en œuvre réussie de nos initiatives visant la croissance, et ils continuent de bénéficier du volume élevé d'activités sur le marché, d'une conjoncture solide, ainsi que de la confiance élevée des consommateurs.

**RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.** Le bénéfice net de ce secteur a progressé de 24 millions de dollars ou 29 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré la réduction de 7 millions de dollars constatée comparativement à l'an dernier, qui est imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 26 millions de dollars US, ou 39 %, résultat qui reflète la forte hausse des revenus de la *Gestion de patrimoine*, ainsi que la croissance solide des revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances des *Services bancaires*. Ces résultats reflètent en grande partie la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, ainsi que le maintien de conjonctures solides aux États-Unis et à l'étranger.

**RBC Marchés des Capitaux.** Le bénéfice net de ce secteur s'est accru de 139 millions de dollars ou 47 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats records liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que du nombre élevé d'activités de fusion et d'acquisition et de la baisse du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités.

**Services de soutien généraux.** La perte nette de 19 millions de dollars enregistrée ce trimestre reflète principalement le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que la valeur de marché de dérivés liés à certaines couvertures économiques. L'an dernier, le secteur a enregistré un bénéfice net de 16 millions de dollars, en raison principalement des remboursements d'intérêts de 28 millions reçus au titre du règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998.

**Comparativement au premier semestre de 2005,** le bénéfice net a progressé de 403 millions de dollars ou 21 %. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 1,74 \$, en hausse de 0,31 \$ ou 22 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a augmenté de 407 millions de dollars ou 22 %, malgré la réduction de 50 millions de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermisssement du dollar canadien. Les revenus se sont accrus de 623 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout de la croissance élevée des activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des solides résultats liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 364 millions de dollars ou 7 % comparativement à la période précédente, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable affichée essentiellement par le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle reflète le rendement solide des activités et la hausse des coûts engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 53 millions de dollars ou 24 % par rapport à la période précédente, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale au premier trimestre de 2006.

**Comparativement au premier trimestre de 2006,** le bénéfice net a reculé de 53 millions de dollars ou 5 %, et le bénéfice dilué par action a diminué de 0,04 \$ ou 4 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a subi une baisse de 44 millions de dollars ou 4 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies a reculé de 0,03 \$ ou 3 %. Cette diminution reflète principalement le fait que le deuxième trimestre comportait un nombre de jours moins élevé que le trimestre précédent, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre, de même que le règlement favorable d'une vérification fiscale liée à des exercices précédents comptabilisé au trimestre précédent. La diminution tient également à une réduction de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermisssement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de la forte croissance de nos activités de gestion de patrimoine.

La perte nette liée aux **activités abandonnées** s'est élevée à 10 millions de dollars ce trimestre, et elle est principalement imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté une perte d'exploitation nette de 9 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 1 million au trimestre précédent.

#### Activités aux États-Unis <sup>(1)</sup>

Le bénéfice net aux États-Unis lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 211 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 76 millions ou 56 % par rapport à l'an dernier, malgré l'incidence négative de 35 millions découlant du raffermisssement du dollar canadien. La hausse reflète principalement l'accroissement des résultats liés aux activités de négociation, les recouvrements plus élevés au titre des pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises, ainsi que l'amélioration des services de détail. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ventes de produits de rente aux États-Unis ce trimestre.

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 383 millions de dollars au semestre terminé le 30 avril 2006, en hausse de 166 millions ou 76 %. Cette augmentation reflète en grande partie les résultats à la hausse liés aux activités de négociation, ainsi que les recouvrements plus élevés au titre des pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le gain comptabilisé à la période précédente relativement à la vente de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) effectuée le 31 décembre 2004, ainsi que par la diminution des ventes de produits de rente aux États-Unis ce trimestre.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 211 millions de dollars, en hausse de 39 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2006, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation concernant toutes les catégories de produits.

#### Ratios de capital

Au 30 avril 2006, le ratio de capital de première catégorie était de 9,5 %, soit un résultat inchangé par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent. Le ratio de capital total s'élevait à 12,5 %, en baisse de 30 points de base comparativement à 12,8 % il y a un an et au trimestre précédent.

#### Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de la conversion des résultats de la période considérée au taux de change de la période historique. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base davantage comparable.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	T2 2006 par rapport au		T2 2006 par rapport au	
	T1 2006	T2 2005	T1 2005	T2 2005
Total des revenus : diminution	20 \$	115 \$	175 \$	
Frais autres que d'intérêt : diminution	10	60	95	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies : diminution	5	35	50	
Bénéfice net : diminution	5	34	49	
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies : diminution	-\$	0,03 \$	0,04 \$	
Bénéfice dilué par action : diminution	-\$	0,03 \$	0,04 \$	

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié de 8 % par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier, ce qui a donné lieu à une réduction de 34 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et à une baisse de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 1 % comparativement au trimestre précédent, ce qui a occasionné une diminution de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, mais n'a eu aucune incidence sur le bénéfice dilué par action ce trimestre.

#### Performance par rapport aux objectifs

Nous avons établi nos objectifs pour 2006 à la fin de 2005, en fonction de la conjoncture économique actuelle et prévue. Nos résultats pour l'exercice à ce jour ont atteint la plupart de nos objectifs pour 2006. La croissance du bénéfice dilué par action de 21,7 %, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,5 % et la croissance des revenus de 7 % s'alignent sur nos objectifs, qui s'établissent comme suit : croissance du bénéfice dilué par action de 20 % ou plus; rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20 % ou plus; croissance des revenus se situant entre 6 % et 8 %. Le maintien d'un environnement du crédit favorable a continué de soutenir notre solide performance au chapitre de la qualité du crédit, et notre ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations s'élève à 0,23 %, soit un meilleur résultat par rapport à notre objectif de 0,40 % à 0,50 %. Le ratio du capital de première catégorie, qui est de 9,5 %, est demeuré de loin supérieur à notre objectif de 8 % ou plus. Notre levier d'exploitation depuis le début de l'exercice est demeuré inchangé par rapport à notre objectif de 3 % ou plus, en raison principalement de la composition de nos activités, laquelle a reflété une proportion plus élevée du bénéfice tiré du secteur RBC Marchés des Capitaux. Les deux secteurs Particuliers et entreprises ont toutefois enregistré un levier d'exploitation positif. Par ailleurs, bien que nous ayons dégagé un bénéfice élevé au cours du premier semestre, le ratio de distribution de 39 % est légèrement inférieur au ratio cible de 40 % à 50 %.

## ÉLÉMENTS PARTICULIERS

Le tableau suivant illustre les éléments particuliers qui sont compris dans nos résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le (1)				Pour le semestre terminé le		Secteurs
	30 avril 2006		31 janvier 2006		30 avril 2006		
	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts	
Passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit	(72)\$	(47)\$	– \$	– \$	(72)\$	(47)\$	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Frais de résiliation d'accord	51	33	–	–	51	33	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX	40	23	–	–	40	23	RBC Marchés des Capitaux et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International
Réduction de la charge d'impôts	–	–	s.o.	70	s.o.	70	Services de soutien généraux
Contrepassation d'une tranche de la provision générale	–	–	50	33	50	33	RBC Marchés des Capitaux
Charges liées aux ouragans	–	–	(61)	(61)	(61)	(61)	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Montants liés au transfert des Services aux institutions et aux investisseurs à RBC Dexia IS	–	–	(16)	(19)	(16)	(19)	RBC Marchés des Capitaux

(1) Aucun élément particulier n'a été présenté pour les trimestres terminés le 30 avril 2005 et le 31 janvier 2005.  
s.o. sans objet

## Éléments particuliers et autres événements clés

**Deuxième trimestre de 2006**

*Passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit* : Nous avons effectué un ajustement de 72 millions de dollars relativement au passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, en raison principalement des améliorations apportées aux hypothèses qui sous-tendent les modèles, de manière à tenir compte de l'utilisation accrue par les clients des points RBC Récompenses.

*Frais de résiliation d'accord* : Nous avons reçu 51 millions de dollars ce trimestre, au titre de la résiliation d'un accord.

*Gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX* : Le 7 mars 2006, les filiales de courtage des secteurs RBC Marchés des Capitaux et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International ont reçu des actions du groupe NYSE (NYX) en échange contre leurs sièges respectifs à la Bourse de New York (NYSE). Cet échange a donné lieu à un gain net de 32 millions de dollars pour RBC Marchés des Capitaux et à un gain net de 8 millions pour RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

**Premier trimestre de 2006**

*Réduction de la charge d'impôts* : Le règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents a donné lieu à une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts.

*Contrepassation d'une tranche de la provision générale* : Nous avons contrepassé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises de RBC Marchés des Capitaux. Ce résultat découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

*Charges liées aux ouragans* : Nous avons passé en charges des provisions supplémentaires de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres d'assurance nets estimatifs liés principalement à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

*Montants liés au transfert des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS* : Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui faisaient auparavant partie de RBC Marchés des Capitaux, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. Nous avons comptabilisé des charges nettes de 16 millions de dollars avant impôts au titre de ce transfert (charges de 19 millions après impôts, qui comprennent une radiation d'impôts reportés).

*Services aux investisseurs institutionnels et RBC Dexia IS (résultats pour une période de deux mois)* : Relativement à l'opération avec RBC Dexia IS conclue le 2 janvier 2006, nous avons comptabilisé le bénéfice des Services aux investisseurs institutionnels uniquement pour une période de deux mois au premier trimestre de 2006. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le bénéfice pour la période du 2 janvier au 31 mars 2006 a été comptabilisé au deuxième trimestre de 2006.

*Abacus* : Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus), élargissant ainsi les services de la Gestion de patrimoine au sein du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

**Premier et deuxième trimestres de 2005**

Aucun élément particulier n'a été présenté pour les premier et deuxième trimestres de 2005.

## PERSPECTIVES POUR 2006

En Amérique du Nord, nous croyons que l'économie au Canada et aux États-Unis se traduira de nouveau par une croissance élevée pour l'exercice. Au Canada, nous prévoyons une croissance du PIB réel se situant légèrement au-dessus de la croissance de 2,9 % enregistrée en 2005, principalement en raison des dépenses des entreprises. Aux États-Unis, nous prévoyons une croissance du PIB réel de 3,2 %, soit une baisse modérée par rapport à 3,5 % en 2005. Les taux d'intérêt devraient se stabiliser d'ici le milieu de l'année dans les deux pays. Nous prévoyons que le taux du financement à un jour de la Banque du Canada atteindra un plateau de 4,25 %, et que le taux de la Réserve fédérale américaine se stabilisera à 5,00 %, pour autant que les indices d'inflation demeurent favorables. Les prix des marchandises de même que les marchés du travail serrés demeurent les principaux risques de hausse de l'inflation et des taux d'intérêt liés à nos perspectives.

Les prêts à la consommation devraient diminuer en Amérique du Nord, car la hausse des taux d'intérêt devrait entraîner une diminution des activités sur le marché de l'habitation. Cette situation devrait toutefois

être neutralisée en partie par la demande croissante visant les produits d'épargne et de gestion de patrimoine, découlant de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation des revenus des particuliers.

Le niveau élevé des investissements des entreprises devrait se maintenir, car les entreprises utilisent leurs profits à des fins d'investissement ou dans le cadre d'activités de fusion et d'acquisition, lesquelles devraient demeurer élevées. Les perspectives concernant les services bancaires de gros sont équivoques, car les liquidités élevées des entreprises devraient entraîner une diminution des activités de montage au pays. Toutefois, les modifications d'ordre réglementaire survenues récemment au Canada devraient continuer de donner lieu à une augmentation du nombre de sociétés étrangères qui émettent des titres de créance libellés en dollars canadiens. Par ailleurs, nous sommes d'avis que la demande liée aux activités de montage de fiducies de revenu s'est améliorée. Les activités de négociation devraient ralentir par rapport aux niveaux élevés enregistrés ce trimestre, car nous amorçons la saison estivale, laquelle se caractérise généralement par un ralentissement des activités.



## RÉSULTATS CONSOLIDÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés liés aux activités poursuivies. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation.

Outre l'analyse des résultats des périodes considérées et des périodes comparables de l'an dernier, nous fournissons également une analyse par rapport au trimestre précédent. Se reporter à la rubrique « Résumé » pour une analyse sur nos activités abandonnées.

### Total des revenus

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des produits et services clés :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Intérêts créditeurs	5 249 \$	4 971 \$	4 094 \$	10 220 \$	8 049 \$
Intérêts débiteurs	3 640	3 296	2 432	6 936	4 693
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>1 609 \$</b>	<b>1 675 \$</b>	<b>1 662 \$</b>	<b>3 284 \$</b>	<b>3 356 \$</b>
Services de placements (1)	997 \$	885 \$	851 \$	1 882 \$	1 649 \$
Activités d'assurance (2)	806	858	813	1 664	1 586
Services bancaires (3)	510	591	537	1 101	1 100
Activités de négociation	724	547	373	1 271	834
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	259	219	266	478	542
Autres (4) (5)	217	185	184	402	392
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>3 513 \$</b>	<b>3 285 \$</b>	<b>3 024 \$</b>	<b>6 798 \$</b>	<b>6 103 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>5 122 \$</b>	<b>4 960 \$</b>	<b>4 686 \$</b>	<b>10 082 \$</b>	<b>9 459 \$</b>
<b>Informations supplémentaires</b>					
Marge nette d'intérêt (6)	1,34 %	1,39 %	1,57 %	1,36 %	1,58 %
Total des revenus liés aux activités de négociation (7)	586 \$	465	412	1 051 \$	918

(1) Comprend les commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, frais de gestion des cartes et commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, gain/ perte à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation.

(5) Au cours du trimestre, nous avons reclassé la variation de la juste valeur de certains instruments dérivés désignés à titre de couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Cette variation, qui était inscrite au poste Revenus autres que d'intérêt – autres, est maintenant inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – rémunération à base d'actions, de manière à refléter de façon plus adéquate le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

(6) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée au moyen des soldes de fin de mois pour la période.

(7) Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation constatés dans le poste Revenu net d'intérêt et dans le poste Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus liés aux activités de négociation constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le total des revenus a augmenté de 436 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats records liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 115 millions de dollars des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Le *revenu net d'intérêt* a reculé de 53 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de la hausse des coûts de financement découlant de l'accroissement des volumes et des taux sur nos positions de financement liées à certaines stratégies de négociation de titres de participation, de même que de l'incidence de l'augmentation des soldes de carte de crédit titrisés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance élevée des prêts et des dépôts ainsi que par l'amélioration des écarts liés aux dépôts et aux cartes de crédit. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,34 %, en baisse de 23 points de base par rapport à l'an dernier. Cette baisse tient principalement à la forte croissance et au niveau élevé d'activités liées aux actifs productifs générant des intérêts faibles et à ceux ne générant pas d'intérêts tels que les titres de négociation, les actifs acquis dans le cadre de conventions de revente et les titres empruntés et autres actifs.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrues de 146 millions de dollars ou 17 %, résultat qui reflète en grande partie les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement. Cette augmentation découle aussi des volumes accrues des activités de courtage traditionnel, de la croissance continue des actifs liés aux services tarifés et de la prise en compte des résultats d'Abacus.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont reculé de 7 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient surtout aux revenus moindres tirés de nos activités aux États-Unis, baisse qui découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et de la diminution des ventes de rentes. Le recul tient aussi à la baisse des revenus découlant de la réduction stratégique de notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes ayant une incidence sur les biens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des volumes de toutes nos gammes de produits au pays.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont subi une baisse de 27 millions de dollars ou 5 %. Cette baisse reflète principalement l'ajustement de 72 millions de dollars effectué pour accroître le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle, par suite des améliorations apportées aux hypothèses qui sous-tendent les modèles, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à l'utilisation accrue de points Récompenses. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus liés aux opérations de change et des frais bancaires, laquelle découle principalement de la hausse des volumes d'opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont augmenté de 351 millions de dollars ou 94 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des meilleurs résultats liés aux activités de négociation de titres de participation, qui tiennent à l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation a été neutralisée en partie par les résultats défavorables à l'égard des activités de négociation liées à nos entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, lesquels sont compensés en grande partie dans la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales. Le total des revenus liés aux activités de négociation (compte tenu du revenu net d'intérêt et des revenus autres que d'intérêt) s'est établi à 586 millions de dollars, en hausse de 174 millions ou 42 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les résultats solides liés à la négociation de titres à revenu fixe, d'instruments du marché monétaire et de titres de participation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont diminué de 7 millions de dollars ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse des activités de montage de titres de participation, laquelle reflète une baisse des activités dans le secteur des fiduciaires de revenu au Canada ainsi que la diminution des activités de montage de prêts aux États-Unis. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par la hausse des activités de fusion et d'acquisition ce trimestre, qui reflète la solidité du contexte favorisant ce genre d'opérations au Canada.

Les *autres revenus* ont progressé de 33 millions de dollars ou 18 %. Ce résultat reflète principalement les 51 millions de dollars reçus par suite de la résiliation d'un accord, ainsi que le gain net de 40 millions découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ce trimestre.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)

Le total des revenus s'est accru de 623 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats solides liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. Cette hausse s'est produite malgré la réduction de 175 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 72 millions de dollars ou 2 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts de financement découlant de l'accroissement des volumes et les taux sur nos positions de financement liées à certaines stratégies de négociation de titres de participation, de même que l'incidence de l'accroissement des soldes de cartes de crédit titrisés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts ainsi que par l'amélioration des écarts liés aux dépôts et aux cartes de crédit.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrus de 233 millions de dollars ou 14 %, résultat qui reflète en grande partie les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement, ainsi que l'accroissement des volumes d'activités de courtage traditionnel et la croissance des actifs liés aux services tarifés. Cette augmentation découle aussi de la prise en compte des résultats d'Abacus.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont progressé de 78 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux volumes accrus de la plupart des gammes de produits au pays et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, qui ont entraîné une hausse correspondante des indemnités liées aux polices d'assurance.

Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités aux États-Unis, laquelle reflète la diminution des ventes de rentes et l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient les revenus de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) pour une période de deux mois. Cette société a été vendue le 31 décembre 2004.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 437 millions de dollars ou 52 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation découlant de l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation a été contrebalancée en partie par les résultats défavorables à l'égard des activités de négociation liées à nos EDDV consolidées. Le total des revenus liés aux activités de négociation s'est établi à 1 051 millions de dollars, en hausse de 133 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats solides liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, d'instruments du marché monétaire et de titres de participation.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 64 millions de dollars ou 12 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada, ainsi qu'à la diminution des activités

de montage de prêts, surtout aux États-Unis. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des activités de fusion et d'acquisition.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006

Les revenus ont progressé de 162 millions de dollars ou 3 %, augmentation qui est principalement attribuable aux résultats à la hausse liés aux activités de négociation, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de la solide croissance des activités de gestion de patrimoine.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 66 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence de la baisse du revenu de dividendes, du fait que le deuxième trimestre comptait un nombre de jours moins élevé, et de l'accroissement des coûts de financement liés à certaines stratégies de négociation de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes et par l'amélioration des écarts liés aux dépôts.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrus de 112 millions de dollars ou 13 %, résultat qui reflète en grande partie les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement, les volumes accrus des activités de courtage traditionnel, et la croissance des actifs liés aux services tarifés.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont reculé de 52 millions de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient surtout à la diminution des dépôts liés à l'assurance vie universelle et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, ce revenu étant retombé à des niveaux plus historiques ce trimestre. La diminution est également imputable à la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes ayant une incidence sur les biens, laquelle découle d'une réduction stratégique de notre risque, facteur qui a été neutralisé en partie par la croissance des activités.

Les revenus tirés des services bancaires ont subi une baisse de 81 millions de dollars ou 14 %. Ce résultat reflète principalement l'ajustement de 72 millions de dollars effectué ce trimestre pour accroître le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle.

Les revenus liés aux activités de négociation ont augmenté de 177 millions de dollars ou 32 %, en raison principalement des résultats à la hausse liés en grande partie aux titres à revenu fixe et aux instruments du marché monétaire. L'augmentation a été neutralisée en partie par les résultats défavorables à l'égard des activités de négociation liées à nos EDDV consolidées. Le total des revenus liés aux activités de négociation s'est établi à 586 millions de dollars, en hausse de 121 millions ou 26 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux titres à revenu fixe et aux instruments du marché monétaire.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 40 millions de dollars ou 18 %, résultat qui reflète l'accroissement des activités de montage par rapport au niveau d'activités relativement faible enregistré au premier trimestre, ainsi que l'amélioration des résultats liés aux activités de fusion et d'acquisition.

### Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Salaires	797 \$	782 \$	768 \$	1 579 \$	1 574 \$
Rémunération variable	751	662	562	1 413	1 142
Rémunération à base d'actions (1)	38	68	77	106	105
Avantages sociaux et rémunération au titre de la rétention du personnel	284	281	289	565	573
Ressources humaines	1 870 \$	1 793 \$	1 696 \$	3 663 \$	3 394 \$
Matériel	236	231	240	467	468
Frais d'occupation	189	182	191	371	371
Communications	173	146	152	319	303
Services professionnels et autres services externes	236	210	191	446	377
Autres charges	204	175	175	379	367
Amortissement des actifs incorporels	20	14	16	34	35
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>2 928 \$</b>	<b>2 751 \$</b>	<b>2 661 \$</b>	<b>5 679 \$</b>	<b>5 315 \$</b>

(1) Au cours du trimestre, nous avons reclassé la variation de la juste valeur de certains instruments dérivés désignés à titre de couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Cette variation, qui était inscrite dans le poste Revenus autres que d'intérêt - autres, est maintenant inscrite dans le poste Frais autres que d'intérêt - rémunération à base d'actions, de manière à refléter de façon plus adéquate le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 267 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Les frais au titre de la rémunération

variable ont progressé de 189 millions de dollars. Cette hausse s'est produite principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et elle tient au rendement solide des activités. La tranche restante de

78 millions de dollars reflète en grande partie la hausse des coûts engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. Ces coûts sont liés notamment à l'augmentation des honoraires et à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution. La hausse découle également de l'augmentation des frais de marketing et de publicité liés aux campagnes et aux événements concernant les Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de 60 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, ainsi que par la baisse de la charge au titre de la rémunération à base d'actions. Cette baisse tient à la mise en œuvre, au cours des 12 derniers mois, de stratégies de couverture liées à certains régimes de rémunération à base d'actions. Elle est aussi attribuable à l'appréciation moindre du cours de nos actions ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 364 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Cette augmentation s'est produite en grande partie dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et elle reflète le rendement solide des activités. L'augmentation

tient également à la hausse des honoraires et à l'accroissement des frais de marketing et de publicité à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. Le total des autres frais autres que d'intérêt est demeuré essentiellement inchangé, car les économies découlant des mesures de compression des coûts ont été affectées aux initiatives concernant l'infrastructure et l'expansion, notamment l'acquisition d'Abacus et la création de RBC Dexia IS. La réduction de 95 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien a également eu une incidence favorable sur les frais autres que d'intérêt.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 177 millions de dollars ou 6 % comparativement au trimestre précédent, en raison surtout de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Cette augmentation s'est produite principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et elle reflète le rendement solide des activités. L'augmentation est également imputable à la hausse des coûts engagés pour soutenir nos initiatives visant la croissance des activités. Ces coûts sont liés notamment à la hausse des frais de marketing et de distribution, à l'augmentation des honoraires et à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions.

#### **Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Prêts à la consommation	130 \$	121 \$	124 \$	251 \$	226 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(4)	(19)	(19)	(23)	(68)
Provisions spécifiques	126 \$	102 \$	105 \$	228 \$	158 \$
Provisions générales	(2)	(55)	11	(57)	66
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>124 \$</b>	<b>47 \$</b>	<b>116 \$</b>	<b>171 \$</b>	<b>224 \$</b>

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète la croissance des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, ainsi que la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit, ainsi que par la provision comptabilisée à l'exercice précédent au titre de notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation s'est accrue de 6 millions de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions au titre des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit découlant en grande partie de la croissance des portefeuilles, résultats qui ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit.

Le recouvrement de pertes sur créances de 4 millions de dollars au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements comptabilisé ce trimestre reflète en grande partie les recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui ont été contrebalancés en partie par les provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises. L'an dernier, nous avons comptabilisé un recouvrement de pertes sur créances de 19 millions de dollars, qui découlait principalement du règlement favorable d'un prêt à une grande entreprise du secteur RBC Marchés des Capitaux, résultat qui a été neutralisé en partie par notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

La réduction de 13 millions de dollars de la dotation à la provision générale ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent découle principalement des fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale relativement à nos activités aux États-Unis, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation locaux. Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et ils n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de ce secteur.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 53 millions de dollars ou 24 % comparativement à l'an dernier. Cette

diminution reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale du secteur RBC Marchés des Capitaux comptabilisée au premier trimestre de 2006.

Les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation se sont accrues de 25 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement la hausse des provisions au titre des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, laquelle tient en grande partie à la croissance des portefeuilles. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit.

Le recouvrement de pertes sur créances liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 23 millions de dollars constaté ce trimestre reflète principalement le règlement favorable d'un prêt à une grande entreprise du secteur RBC Marchés des Capitaux. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé un recouvrement de 68 millions de dollars lié principalement aux recouvrements au titre des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts commerciaux.

La dotation à la provision générale a reculé de 123 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale ce trimestre, comme il est mentionné précédemment, ainsi que la dotation d'une tranche de 52 millions des provisions spécifiques à la provision générale. Cette dotation tenait à l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des pertes sur créances.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 77 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale liée au secteur RBC Marchés des Capitaux au trimestre précédent.

Les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation se sont accrues de 9 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des provisions au titre des prêts aux étudiants et des prêts sur cartes de crédit, laquelle découle de facteurs saisonniers.

Le recouvrement de pertes sur créances liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 4 millions de dollars constaté ce trimestre reflète les recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises, qui ont été contrebalancés en partie par les provisions au titre des prêts aux petites entreprises. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé un recouvrement de 19 millions de dollars, lié principalement aux recouvrements au titre du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

## Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	619 \$	652 \$	622 \$	1 271 \$	1 204 \$
Sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance	7 182	7 150	6 860	7 182	6 860

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 3 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Cette diminution tient principalement à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, contrebalancée en grande partie par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada. Les provisions techniques liées à l'assurance vie inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont diminué ce trimestre, résultat qui reflète les hausses de taux d'intérêt à long terme, contrebalancées par les autres ajustements actuariels.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 67 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement les charges de 61 millions de

dollars liées aux ouragans comptabilisées au premier trimestre de 2006, et la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 33 millions de dollars ou 5 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement les charges additionnelles de 61 millions de dollars liées aux ouragans comptabilisées au trimestre précédent. La diminution tient également à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation des ajustements au titre des provisions techniques nettes d'une période à l'autre, ainsi que par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada.

## Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Bénéfice net tiré des activités poursuivies, avant impôts	1 451 \$	1 510 \$	1 285 \$	2 961 \$	2 712 \$
Charge d'impôts	348	332	353	680	796
Taux d'imposition effectif	24,0 %	22,0 %	27,5 %	23,0 %	29,4 %

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable à la hausse du bénéfice net déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes. Cela a donné lieu à une baisse du taux d'imposition effectif ce trimestre, lequel s'est établi à 24,0 %, comparativement à 27,5 % l'an dernier.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Les impôts sur les bénéfices ont diminué comparativement à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies, laquelle découle en grande partie de la hausse du bénéfice net déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution est également

attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes, ainsi qu'à la contrepassation d'une tranche de 70 millions de dollars des montants comptabilisés au cours d'exercices précédents, laquelle découle du règlement favorable d'une vérification fiscale. Cela a donné lieu à une baisse du taux d'imposition effectif ce trimestre, lequel s'est établi à 23,0 % par rapport à 29,4 % l'an dernier.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté comparativement au trimestre précédent, malgré la baisse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies, laquelle découle en grande partie du règlement favorable d'une vérification fiscale au trimestre précédent, qui a donné lieu à la contrepassation d'une tranche de 70 millions de dollars des montants comptabilisés aux exercices précédents. L'augmentation ce trimestre a été contrebalancée en partie par l'incidence fiscale positive de la hausse du bénéfice tiré de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes. Cela a donné lieu à une augmentation du taux d'imposition effectif ce trimestre, lequel s'est établi à 24,0 % par rapport à 22,0 % au trimestre précédent.

## Charges liées au réalignement de l'entreprise

(en millions de dollars canadiens)	Charges pour le trimestre terminé le			Solde des charges au		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005
Charges liées aux employés	– \$	– \$	2 \$	74 \$	90 \$	130 \$
Autres charges	–	–	–	–	–	1
Charges liées au réalignement de l'entreprise (activités poursuivies)	– \$	– \$	2 \$	74 \$	90 \$	131 \$

Nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts liées au réalignement de l'entreprise annoncé le 1<sup>er</sup> novembre 2004 et avons notamment mis en œuvre les mesures supplémentaires définies à l'exercice 2005, mais nous n'avons pas engagé de charges additionnelles au titre de ces activités ce trimestre. La charge de 2 millions de dollars constatée l'an dernier visait les services de remplacement d'employés licenciés.

Les charges liées au réalignement de l'entreprise ont diminué de 57 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison des paiements liés à d'anciens employés effectués au titre de la protection salariale. Nous prévoyons mener à terme la plupart de nos activités de réalignement d'ici la fin de l'exercice 2006, mais certains paiements liés à la protection salariale se poursuivront par après. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir des renseignements supplémentaires.

## ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DES TENDANCES

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et la concurrence.

### Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne lieu à une diminution du revenu net d'intérêt. Les troisième et quatrième trimestres incluent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés subissent fréquemment un ralentissement, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

### Incidence de la conjoncture et des conditions du marché sur nos activités

La conjoncture positive a eu une incidence favorable sur nos activités pour les neuf trimestres illustrés ci-dessous. Les faibles taux d'intérêt, qui sont toutefois à la hausse, les niveaux d'emploi élevés et l'accroissement des activités de même que des dépenses des entreprises et des dépenses de consommation ont donné lieu à la croissance des prêts et

des dépôts, ainsi qu'à la forte demande visant nos produits de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont soutenu les conditions de crédit favorables qui, conjuguées à nos activités de gestion du risque, se sont traduites par l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille au cours des neuf derniers trimestres. En ce qui concerne les activités de négociation, nous avons dû composer avec une volatilité moindre des marchés pendant une bonne partie de la période, sauf aux trimestres les plus récents. Le raffermissement du dollar canadien au cours de la période a également réduit la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, principalement le bénéfice tiré de nos services de gros et celui tiré de nos activités de détail aux États-Unis.

Par ailleurs, la concurrence s'est accrue au cours des neuf derniers trimestres, ce qui a entraîné la compression des marges des prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada. La concurrence en ce qui concerne les services de gros s'est aussi intensifiée, car les banques d'investissement américaines ont accru leur présence au Canada, par suite de la suppression des restrictions concernant le contenu étranger des produits de retraite enregistrés offerts au Canada.

Nos résultats pour les neuf plus récents trimestres s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2006		2005				2004		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Total des revenus	5 122 \$	4 960 \$	4 796 \$	4 929 \$	4 686 \$	4 773 \$	4 570 \$	4 508 \$	4 442 \$
Frais autres que d'intérêt	2 928	2 751	3 310	2 732	2 661	2 654	2 734	2 675	2 682
Dotation à la provision pour pertes sur créances	124	47	103	128	116	108	97	125	149
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	619	652	740	681	622	582	589	575	508
Charges liées au réalignement de l'entreprise	-	-	40	1	2	2	177	-	-
Bénéfice net avant impôts	1 451	1 510	603	1 387	1 285	1 427	973	1 133	1 103
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 128	1 172	543	1 001	916	977	687	771	759
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(10)	(1)	(21)	(22)	(9)	2	(173)	(28)	1
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 118 \$</b>	<b>1 171 \$</b>	<b>522 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>907 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>514 \$</b>	<b>743 \$</b>	<b>760 \$</b>
Bénéfice par action (1) – de base	0,86 \$	0,90 \$	0,40 \$	0,75 \$	0,70 \$	0,76 \$	0,40 \$	0,57 \$	0,58 \$
– dilué	0,85 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,74 \$	0,69 \$	0,75 \$	0,39 \$	0,56 \$	0,57 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies (1) – de base	0,87 \$	0,90 \$	0,42 \$	0,77 \$	0,71 \$	0,76 \$	0,53 \$	0,59 \$	0,58 \$
– dilué	0,86 \$	0,89 \$	0,41 \$	0,76 \$	0,70 \$	0,75 \$	0,52 \$	0,58 \$	0,57 \$
<b>Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies</b>									
RBC Particuliers et entreprises – Canada	608 \$	669 \$	504 \$	679 \$	524 \$	597 \$	448 \$	523 \$	502 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (2)	106	101	132	80	82	93	35	70	32
RBC Marchés des Capitaux (2)	433	330	(57)	255	294	268	214	196	233
Services de soutien	(19)	72	(36)	(13)	16	19	(10)	(18)	(8)
<b>Bénéfice net tiré des activités poursuivies</b>	<b>1 128 \$</b>	<b>1 172 \$</b>	<b>543 \$</b>	<b>1 001 \$</b>	<b>916 \$</b>	<b>977 \$</b>	<b>687 \$</b>	<b>771 \$</b>	<b>759 \$</b>
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,877 \$	0,865 \$	0,850 \$	0,810 \$	0,811 \$	0,827 \$	0,792 \$	0,745 \$	0,747 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,894	0,878	0,847	0,817	0,795	0,806	0,821	0,752	0,729

(1) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le bénéfice par action a été retraité afin de tenir compte du dividende en actions.

(2) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> février 2006.

### Analyse des tendances

#### Aperçu

Au cours des neuf derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables. Au premier trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005, nos résultats ont été touchés par la constatation de charges liées aux ouragans de 61 millions de dollars (avant et après impôts) et de 203 millions (avant et après impôts), respectivement. Au quatrième trimestre de 2005, nous avons constaté une

charge de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron Corp. Au premier trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2004, nous avons effectué la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars et de 25 millions, respectivement, de la provision générale. Nos résultats au cours des neuf derniers trimestres ont également été touchés par les activités d'acquisition et de cession d'entreprises. Nous avons comptabilisé des charges liées au réalignement de l'entreprise de 177 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004 et

des charges supplémentaires de 40 millions au quatrième trimestre de 2005. En 2004, le réaligement a donné lieu à la radiation de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars lié à RBC Mortgage Company, société qui a subséquemment été classée à titre d'activités abandonnées au deuxième trimestre de 2005, et nous avons vendu certains actifs de cette dernière. Au cours de 2005 et en 2006, nous avons mis en œuvre diverses mesures visant la gestion des revenus et des charges.

### Résultats consolidés

Au cours des neuf derniers trimestres, le bénéfice net consolidé lié aux activités poursuivies a augmenté de façon constante, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, compte non tenu de l'incidence des éléments particuliers dont il est fait mention ci-dessus. Ce résultat tient principalement à l'augmentation constatée des revenus d'un exercice à l'autre, laquelle découle en grande partie de la croissance élevée des revenus de tous nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée en partie par le raffermissement du dollar canadien au cours des neuf derniers trimestres, qui a entraîné une baisse de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises. Par suite de nos mesures de gestion des coûts au cours des neuf derniers trimestres, les frais autres que d'intérêt ont peu augmenté d'un exercice à l'autre, les économies réalisées ayant été affectées à nos initiatives visant la croissance. Les frais autres que d'intérêt au cours du plus récent trimestre font toutefois exception à la règle; ils ont augmenté de 10 %, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable affichée essentiellement par le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle découle du rendement solide des activités. Au quatrième trimestre de 2005, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 21 %, résultat qui reflète en grande partie la charge de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué en 2004, en raison d'un cycle de crédit particulièrement favorable. La dotation à la provision pour pertes sur créances était faible au quatrième trimestre de 2004 et au premier trimestre de 2006, car nous avons effectué la contrepassation de tranches de 25 millions de dollars et de 50 millions, respectivement, de la provision générale. Par ailleurs, les recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux, ainsi que les taux de perte favorables sur créances liées aux prêts à la consommation, ont eu une incidence positive sur nos résultats en 2005. Le cycle du crédit est également demeuré favorable tout au long de 2005 et depuis le début de 2006.

### Résultats des secteurs d'exploitation

De façon générale, les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada se sont améliorés de façon constante, compte non tenu de certains éléments particuliers. La croissance élevée des volumes de tous les secteurs d'activité a donné lieu à une forte croissance des revenus au cours des neuf derniers trimestres. Ce résultat a été soutenu par le maintien de marges stables, malgré les pressions concurrentielles et la préférence accordée par les clients aux produits donnant lieu à des marges moins élevées dans un marché caractérisé par des taux d'intérêt demeurant faibles, qui accusent toutefois une tendance à la hausse. La stabilité des conditions de crédit au cours des neuf derniers trimestres a elle aussi eu une incidence favorable sur nos résultats.

Les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International se sont également améliorés, le bénéfice net ayant augmenté à chaque trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la croissance élevée des revenus, laquelle a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux exerce ses activités dans des marchés qui se caractérisent par une volatilité intrinsèque. La diversification de nos activités et de nos produits s'est toutefois traduite par une augmentation relativement constante du bénéfice trimestriel d'un exercice à l'autre, sauf en ce qui concerne les résultats du quatrième trimestre de 2005, qui incluaient la provision relative au litige lié à Enron dont il est fait mention ci-dessus. En 2005, nous avons dû composer avec des conditions difficiles au chapitre des activités de négociation pendant presque tout l'exercice, et la croissance des revenus était en grande partie attribuable au volume élevé des activités de montage. Au cours des deux premiers trimestres de 2006, nous avons noté une amélioration des conditions en ce qui concerne les activités de négociation, et les activités de fusion et d'acquisition ont atteint un niveau inégalé depuis plusieurs années. Le deuxième trimestre de 2006 a été particulièrement marqué par les conditions du marché très favorables et par l'incidence positive de la conclusion de nombreuses opérations importantes. Les recouvrements au titre des prêts et la diminution du taux d'imposition effectif ont eu une incidence généralement favorable sur le bénéfice net au cours de la période. Toutefois, la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling découlant de la forte appréciation du dollar canadien continue d'avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

## CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

### Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1, à la page 88 de notre rapport annuel 2005. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations touchent la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à débiteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et les impôts sur les bénéfices. De plus amples détails à ce sujet sont fournis aux pages 36 à 38 de notre rapport annuel 2005.

### Modifications des conventions comptables et des estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR du Canada. Aux fins des PCGR des États-Unis, nous avons adopté le FASB Statement 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), et les prises de position connexes (FSP) le 1<sup>er</sup> novembre 2005. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur nos résultats présentés selon les PCGR des États-Unis.

### Modifications futures des conventions comptables et des estimations

En 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié trois nouvelles normes comptables, intitulées *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures et Résultat étendu*. Ces normes fournissent des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers et des dérivés non financiers, ainsi que des directives sur le classement des instruments financiers et des normes sur la comptabilité de couverture.

Nous devons adopter ces normes avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et nous évaluons actuellement leur incidence sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation consolidés.

## RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

La présente rubrique donne un aperçu de la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation et de nos principales mesures financières (hors PCGR), et elle comprend une analyse des résultats financiers de nos secteurs d'exploitation. Nous transférons périodiquement des activités ou des filiales d'un secteur d'exploitation à l'autre, afin d'assurer un alignement plus étroit sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont considérés comme

importants, les chiffres correspondants font l'objet d'un reclassement. Au cours du trimestre, nous avons transféré les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Les résultats correspondants de ces secteurs ont été reclassés afin de tenir compte de ce transfert.

## LA FAÇON DONT NOUS GÉRONOS NOS SECTEURS D'EXPLOITATION

Nos trois secteurs d'exploitation sont axés sur la prestation de services à divers clients, dans divers secteurs géographiques. Ces secteurs sont les suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, qui gère les activités bancaires et les services de gestion de patrimoine au Canada ainsi que les activités d'assurance à l'échelle mondiale; le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, qui comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale; le secteur RBC Marchés des Capitaux, qui fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, au secteur public et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale.

Notre équipe des Services de soutien généraux appuie les secteurs d'exploitation et elle se compose de deux groupes : i) le groupe Technologie et exploitation mondiales, qui fournit l'infrastructure d'exploitation et technologique nécessaire pour assurer la prestation de produits et services aux clients; ii) le groupe Fonctions générales, qui gère efficacement nos employés, notre profil actif/passif, notre répartition du bénéfice, nos ratios de capital et notre situation fiscale, tout en maintenant notre profil de risque et nos liens avec les investisseurs, les agences de notation, les organismes de réglementation et autres parties concernées.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite de nos activités. Ces charges peuvent inclure des coûts engagés ou des services fournis par les groupes Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales, que ceux ci exercent ou fournissent directement au nom des secteurs d'exploitation. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec

justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre du modèle d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital décrites en détail à la page 62 de notre rapport annuel 2005 comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement. Toute modification apportée à ces facteurs a une incidence directe sur les autres mesures telles que le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation et le rendement du capital de risque.

Au premier trimestre de 2006, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et nous avons reclassé les résultats des secteurs d'exploitation pour 2005 et 2004, de manière à tenir compte des modifications apportées. Ces changements n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats consolidés.

Ce trimestre, nous avons reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt – rémunération à base d'actions, de manière à mieux refléter le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les chiffres correspondants ont été retraités afin de tenir compte du reclassement. Ces opérations n'ont eu aucune incidence sur notre bénéfice consolidé. Le reclassement ne s'appliquait pas aux autres valeurs mobilières utilisées à titre de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers.

## PRINCIPALES MESURES FINANCIÈRES (HORS PCGR)

### Mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. La direction évalue également le rendement du secteur RBC Marchés des Capitaux en fonction des revenus majorés au montant imposable équivalent. Bien que le bénéfice net soit déterminé conformément aux PCGR, les autres mesures constituent des mesures hors PCGR et elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres sociétés. Une description détaillée de ces mesures est présentée aux pages 46 et 47 de notre rapport annuel 2005.

### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs trimestriels consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période, ce qui exclut les actions privilégiées.

Les calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Le total des capitaux propres attribués est réputé, selon la direction, être composé des montants nécessaires pour contrebalancer les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants relatifs aux investissements passés (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque et de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels correspond aux capitaux propres attribués et est aussi désigné comme « capital économique ». La différence entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribués est classée dans les capitaux propres non attribués du secteur Services de soutien généraux pour les besoins de l'information sectorielle.

Le calcul de notre rendement trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources.

**Rapprochement du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque**

	Pour le trimestre terminé le					Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2006					31 janvier 2006	30 avril 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1) (2)	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)	Total (2)	Total (2)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	608 \$	106 \$	433 \$	(19) \$	1 128 \$	1 172 \$	916 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(10)	(1)	(9)
Bénéfice net	608 \$	106 \$	433 \$	(19) \$	1 118 \$	1 171 \$	907 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(5)	(2)	(3)	(1)	(11)	(10)	(12)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	603 \$	104 \$	430 \$	(20) \$	1 107 \$	1 161 \$	895 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 750 \$	3 250 \$	5 050 \$	2 650 \$	19 700 \$	19 300 \$	18 400 \$
Moins : Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 100	2 100	2 700	2 050
Moins : Moyenne de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	2 400	1 350	1 150	–	4 900	4 450	5 000
Moyenne du capital de risque (3)	6 350 \$	1 900 \$	3 900 \$	550 \$	12 700 \$	12 150 \$	11 350 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,3 %	13,2 %	35,0 %	(3,1) %	23,0 %	23,9 %	19,9 %
Rendement du capital de risque	39,1 %	22,5 %	45,2 %	n.s.	35,7 %	37,9 %	32,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies					22,9 %	23,6 %	19,9 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies					36,1 %	38,0 %	32,7 %

	Pour le semestre terminé le					Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006					30 avril 2005	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1) (2)	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)	Total (2)	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 277 \$	207 \$	763 \$	53 \$	2 300 \$	1 893 \$	
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(11)	(7)	
Bénéfice net	1 277 \$	207 \$	763 \$	53 \$	2 289 \$	1 886 \$	
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(9)	(3)	(5)	(4)	(21)	(20)	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 268 \$	204 \$	758 \$	49 \$	2 268 \$	1 866 \$	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 750 \$	3 100 \$	4 700 \$	2 950 \$	19 500 \$	18 000 \$	
Moins : Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 400	2 400	1 850	
Moins : Moyenne de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	2 400	1 250	1 050	–	4 700	4 900	
Moyenne du capital de risque (3)	6 350 \$	1 850 \$	3 650 \$	550 \$	12 400 \$	11 250 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,2 %	13,2 %	32,6 %	3,4 %	23,5 %	20,9 %	
Rendement du capital de risque	40,3 %	22,0 %	41,7 %	n.s.	36,8 %	33,5 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies					23,3 %	20,7 %	
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies					37,0 %	33,6 %	

(1) La moyenne du capital de risque, l'écart d'acquisition et actifs incorporels, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque sectoriels sont calculés pour les activités poursuivies seulement. Le total (consolidé) du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et celui du rendement du capital de risque tiennent compte des activités poursuivies et des activités abandonnées.

(3) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».

n.s. non significatif



**Total des revenus de négociation**

Compte tenu de la nature de nos activités de négociation, les revenus liés aux activités de négociation sont comptabilisés à la fois dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt. La direction examine et surveille le total des revenus liés aux activités de négociation, qui, selon nous, constitue une mesure utile du rendement global de nos activités de négociation et présente un portrait plus complet des résultats

de nos activités de négociation. Le total des revenus de négociation constitue une mesure financière hors PCGR, qui pourrait ne pas être comparable aux mesures semblables qu'utilisent d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du total des revenus de négociation.

**Rapprochement du total des revenus de négociation**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu net d'intérêt – revenus liés aux activités de négociation	(138)\$	(82)\$	39 \$	(220)\$	84 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus de négociation	724	547	373	1 271	834
<b>Total des revenus de négociation</b>	<b>586 \$</b>	<b>465 \$</b>	<b>412 \$</b>	<b>1 051 \$</b>	<b>918 \$</b>

**Principales mesures financières pour le secteur RBC Marchés des Capitaux****Majoration au montant imposable équivalent**

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2005, le revenu net d'intérêt, les revenus et le bénéfice net avant impôts qui sont présentés dans le secteur RBC Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Ces montants et ratios majorés au montant imposable équivalent constituent des mesures hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent permet de calculer le montant brut du revenu net d'intérêt lié aux dividendes imposables canadiens majoré au montant imposable équivalent. La direction estime que cette majoration accroît la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources imposables et celles qui sont plus efficaces fiscalement et qu'elle permet d'effectuer une comparaison plus significative avec les résultats des autres institutions financières. Il y a toutefois lieu de noter que les sources de revenu plus efficaces fiscalement ne sont pas majorées de façon similaire par les autres institutions financières, ce qui limite l'utilité de cette comparaison.

**Entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées**

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2005, nous consolidons certaines entités conformément à la Note d'orientation concernant la comptabilité 15, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (*variable interest entities*) ». La consolidation d'une EDDV ne repose pas sur le contrôle des droits de vote. Elle se fonde plutôt sur le risque lié à la variabilité des actifs des EDDV auquel nous sommes exposés. Les revenus et les charges de certaines des EDDV ont été inscrits dans les résultats du secteur RBC Marchés des Capitaux. Toutefois, les montants qui ont été consolidés à titre de montants attribuables aux autres investisseurs dans ces EDDV sont compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales et n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté. Comme les montants attribuables aux autres investisseurs n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté, la direction estime que les ajustements qui y sont apportés augmentent la comparabilité des résultats et des ratios connexes du secteur RBC Marchés des Capitaux et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier par rapport à celui d'autres institutions financières. Étant donné que les charges ne sont pas considérées comme importantes, nous avons uniquement apporté des ajustements aux revenus attribués aux autres investisseurs.

**Rapprochement des revenus du secteur RBC Marchés des Capitaux**

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des revenus, du revenu net d'intérêt, du résultat net avant impôts sur les bénéfices majoré au montant imposable équivalent, ainsi que du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, du secteur RBC Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le						Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2006		31 janvier 2006		30 avril 2005		30 avril 2006		30 avril 2005	
	PCGR	Montant imposable équivalent /EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent /EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent /EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent /EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent /EDDV
Revenu net d'intérêt	(13)\$	(13)\$	31 \$	31 \$	146 \$	146 \$	18 \$	18 \$	332 \$	332 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	80	–	37	–	27	–	117	–	51
Revenu net d'intérêt	(13)\$	67 \$	31 \$	68 \$	146 \$	173 \$	18 \$	135 \$	332 \$	383 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 270	1 270	945	945	820	820	2 215	2 215	1 720	1 720
<b>Total des revenus</b>	<b>1 257 \$</b>	<b>1 337 \$</b>	<b>976 \$</b>	<b>1 013 \$</b>	<b>966 \$</b>	<b>993 \$</b>	<b>2 233 \$</b>	<b>2 350 \$</b>	<b>2 052 \$</b>	<b>2 103 \$</b>
Revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle (1)		(35)\$		(8)\$		6 \$		(43)\$		12 \$
<b>Total des revenus en excluant les EDDV</b>		<b>1 372 \$</b>		<b>1 021 \$</b>		<b>987 \$</b>		<b>2 393 \$</b>		<b>2 091 \$</b>
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	445 \$	445 \$	375 \$	375 \$	395 \$	395 \$	820 \$	820 \$	778 \$	778 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	80	–	37	–	27	–	117	–	51
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>445 \$</b>	<b>525 \$</b>	<b>375 \$</b>	<b>412 \$</b>	<b>395 \$</b>	<b>422 \$</b>	<b>820 \$</b>	<b>937 \$</b>	<b>778 \$</b>	<b>829 \$</b>

(1) Correspondent aux revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables consolidées attribués aux autres investisseurs et compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales.

## RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de gestion de trésorerie au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur fournit des produits et services financiers à plus de 13 millions de particuliers et d'entreprises clientes au Canada, par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution comprenant notamment des succursales, des guichets

automatiques, des services par téléphone et par Internet, et des services fournis par l'entremise d'une équipe de vente interne et de conseillers en placement, ainsi que par l'intermédiaire d'un vaste réseau de courtiers d'assurance indépendants. Le secteur se compose des services suivants : *Particuliers clients, Entreprises clientes et marchés commerciaux, Solutions cartes et paiements, Gestion de patrimoine et Assurance mondiale.*

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu net d'intérêt	1 409 \$	1 428 \$	1 268 \$	2 837 \$	2 544 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 802	1 870	1 760	3 672	3 470
<b>Total des revenus</b>	<b>3 211 \$</b>	<b>3 298 \$</b>	<b>3 028 \$</b>	<b>6 509 \$</b>	<b>6 014 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	1 533	1 502	1 492	3 035	2 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	168	142	158	310	261
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	619	652	622	1 271	1 204
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	1	–	1
<b>Bénéfice net avant impôts (1)</b>	<b>891 \$</b>	<b>1 002 \$</b>	<b>755 \$</b>	<b>1 893 \$</b>	<b>1 641 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>608 \$</b>	<b>669 \$</b>	<b>524 \$</b>	<b>1 277 \$</b>	<b>1 121 \$</b>
<b>Revenus par secteurs</b>					
Particuliers clients	857 \$	869 \$	799 \$	1 726 \$	1 609 \$
Entreprises clientes et marchés commerciaux	515	526	482	1 041	968
Solutions cartes et paiements	341	404	340	745	691
Gestion de patrimoine	692	641	575	1 333	1 124
Assurance mondiale	806	858	832	1 664	1 622
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	28,3 %	30,0 %	25,5 %	29,2 %	27,3 %
Rendement du capital de risque (2)	39,1 %	41,5 %	37,3 %	40,3 %	40,1 %
Marge nette d'intérêt	3,22 %	3,19 %	3,17 %	3,20 %	3,15 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	179 700 \$	177 600 \$	164 200 \$	178 600 \$	162 800 \$
Prêts et acceptations	162 900	160 600	147 700	161 700	146 600
Prêts hypothécaires résidentiels	84 500	84 100	77 400	84 300	76 800
Prêts aux particuliers	34 700	33 900	30 500	34 300	29 900
Prêts sur cartes de crédit	9 600	9 500	8 600	9 500	8 600
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	34 100	33 100	31 200	33 600	31 300
Dépôts	143 500	142 700	137 400	143 100	137 700
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (à la fin de la période)	7 182	7 150	6 860	7 182	6 860
Capitaux propres attribués (2)	8 750	8 750	8 350	8 750	8 200
Capital de risque (2)	6 350	6 350	5 700	6 350	5 600
<b>Autres soldes</b>					
Biens administrés	195 700 \$	189 000 \$	166 000 \$	195 700 \$	166 000 \$
Biens sous gestion	72 400	69 400	57 700	72 400	57 700

(1) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

(2) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le bénéfice net a augmenté de 84 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux mesures de compression des coûts efficaces mises en œuvre. Ces résultats reflètent la mise en œuvre réussie de nos initiatives visant la croissance, et ils continuent de bénéficier du volume élevé d'activités sur le marché, d'une conjoncture solide ainsi que de la confiance élevée des consommateurs.

Le total des revenus a progressé de 183 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance des volumes et des actifs des clients liés aux activités de gestion de patrimoine, ainsi que de la forte croissance et de l'amélioration des marges liées à nos services bancaires. La marge nette d'intérêt de 3,22 % s'est améliorée de 5 points de base, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des écarts liés aux dépôts, aux produits de placement pour les particuliers et aux cartes de crédit, résultats qui ont été contrebalancés en partie par la réduction des écarts liés aux prêts, laquelle reflète les pressions concurrentielles sur les prix et la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus des *Particuliers clients* se sont accrus de 58 millions de dollars ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance des volumes de tous les services bancaires aux particuliers, principalement le financement aux fins d'accession à la propriété.

Les revenus des *Entreprises clientes et marchés commerciaux* ont augmenté de 33 millions de dollars ou 7 %, en raison de la croissance élevée des prêts et des dépôts.

Les revenus des *Solutions cartes et paiements* ont augmenté de 1 million de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance élevée des volumes d'opérations et de la réception de 51 millions ce trimestre, au titre de la résiliation d'un accord. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par un ajustement de 72 millions de dollars visant à accroître le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. L'accroissement des coûts découlant de l'utilisation accrue par les clients des points Récompenses a aussi freiné la croissance des revenus.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 117 millions de dollars ou 20 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement, l'accroissement des écarts liés aux

produits de placement pour les particuliers, le nombre accru de comptes tarifés, ainsi que l'accroissement des volumes d'activité de courtage traditionnel et autogéré.

Les revenus de l'Assurance mondiale ont diminué de 26 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à la baisse des revenus tirés de nos activités aux États-Unis, laquelle découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et de la diminution des ventes de rentes. La diminution tient également à la baisse des revenus découlant de la réduction stratégique de notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes ayant une incidence sur les biens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des volumes de nos gammes de produits au pays.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 41 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant de la croissance élevée des revenus et du rendement des activités. L'augmentation reflète également l'expansion du personnel responsable des ventes au sein de notre réseau de distribution, ainsi que les autres charges pour soutenir de la croissance des activités, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des provisions au titre des prêts aux particuliers et des prêts sur cartes de crédit, lesquelles correspondent à l'augmentation des volumes de prêts. L'augmentation reflète également la diminution des recouvrements au titre des prêts commerciaux ce trimestre. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la provision comptabilisée l'an dernier relativement à notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 3 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Ce recul est en grande partie attribuable à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, contrebalancée en grande partie par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada. Les provisions techniques liées à l'assurance vie inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont diminué ce trimestre, ce qui reflète les hausses de taux d'intérêt à long terme, contrebalancées par les autres ajustements actuariels.

La moyenne de l'actif s'est accrue de 16 milliards de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée des prêts, notamment des prêts aux fins d'accession à la propriété, qui découle encore des taux d'intérêt relativement faibles, des solides bilans des entreprises et des particuliers, ainsi que des gains au chapitre de l'emploi. Les dépôts ont augmenté de 6 milliards de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dépôts des entreprises, laquelle tient aux niveaux records de liquidités des entreprises canadiennes.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 156 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout de l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des fructueuses mesures de compression des coûts mises en œuvre.

Le total des revenus a progressé de 495 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et de l'amélioration des marges. La marge nette d'intérêt de 3,20 % s'est accrue de 5 points de base, résultat qui reflète l'amélioration des écarts liés aux dépôts et aux produits de placement, qui a été contrebalancée en partie par la réduction des écarts liés aux prêts, laquelle reflète les pressions concurrentielles sur les prix et la hausse des taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 128 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant de la croissance élevée des revenus

et du rendement des activités. L'augmentation reflète également l'expansion du personnel responsable des ventes au sein de notre réseau de distribution, ainsi que d'autres charges pour soutenir la croissance des activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 49 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des provisions au titre des prêts aux particuliers et des prêts sur cartes de crédit. L'augmentation reflète également la diminution des recouvrements au titre des prêts commerciaux ce trimestre. Les résultats de l'an dernier incluaient une provision comptabilisée relative à notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrues de 67 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des charges de 61 millions de dollars liées aux ouragans comptabilisées au premier trimestre de 2006, et de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

La moyenne de l'actif s'est accrue de 16 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises, laquelle découle encore des faibles taux d'intérêt et de la conjoncture favorable. Les dépôts ont augmenté de 5 milliards de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dépôts et des investissements des entreprises, laquelle tient aux niveaux records de liquidités des entreprises canadiennes.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Le bénéfice net a reculé de 61 millions de dollars ou 9 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement au fait que le deuxième trimestre comptait moins de jours que le premier trimestre, ainsi qu'à l'ajustement effectué pour accroître le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance élevée des revenus tirés de nos activités de gestion de patrimoine et par la réception de 51 millions de dollars au titre de la résiliation d'un accord.

Le total des revenus a diminué de 87 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution reflète principalement le fait que le deuxième trimestre comptait moins de jours que le premier trimestre, l'ajustement effectué pour accroître le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, ainsi que la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance élevée des volumes et par la réception de 51 millions de dollars au titre de la résiliation d'un accord.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 31 millions de dollars ou 2 %, en raison surtout de la hausse des frais de marketing et de publicité découlant du calendrier d'exécution de nos principales promotions de produits, ainsi que des autres charges pour soutenir la croissance de nos activités.

La hausse de 26 millions de dollars ou 18 % du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances tient principalement à l'accroissement des provisions au titre des prêts aux étudiants et des prêts sur cartes de crédit ce trimestre, laquelle découle de facteurs saisonniers, ainsi qu'à la réduction des recouvrements au titre des prêts commerciaux.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 33 millions de dollars ou 5 % comparativement au trimestre précédent. Ce recul reflète principalement les charges additionnelles de 61 millions de dollars liées aux ouragans comptabilisées au trimestre précédent. Le recul tient aussi à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation des ajustements au titre des provisions techniques nettes d'une période à l'autre, ainsi que par la détérioration de l'expérience en matière de sinistres liée aux activités d'assurances vie et maladie au Canada.

## RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL (ACTIVITÉS POURSUIVIES)

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Il se compose de la *Gestion de patrimoine*, qui comprend la Gestion Privée Globale et certaines activités de détail de RBC Dain Rauscher, et des *Services bancaires*, qui comprennent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles.

Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus, qui nous permettra d'élargir nos services de *Gestion de patrimoine*.

Le 1<sup>er</sup> février 2006, les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation, qui faisaient auparavant partie des *Services bancaires* du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, ont été transférées au secteur RBC Marchés des Capitaux. Tous les chiffres correspondants historiques du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

Tous les montants présentés se rapportent uniquement aux activités poursuivies (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006 (1)	30 avril 2005 (1)	30 avril 2006	30 avril 2005 (1)
Revenu net d'intérêt	275 \$	279 \$	274 \$	554 \$	542 \$
Revenus autres que d'intérêt	446	431	394	877	813
<b>Total des revenus</b>	<b>721 \$</b>	<b>710 \$</b>	<b>668 \$</b>	<b>1 431 \$</b>	<b>1 355 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	568	567	547	1 135	1 091
Dotations à la provision pour pertes sur créances	6	10	15	16	29
<b>Bénéfice net avant impôts (2)</b>	<b>147 \$</b>	<b>133 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>280 \$</b>	<b>235 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>106 \$</b>	<b>101 \$</b>	<b>82 \$</b>	<b>207 \$</b>	<b>175 \$</b>
<b>Revenus par secteurs</b>					
Gestion de patrimoine	460 \$	446 \$	402 \$	906 \$	823 \$
Services bancaires	261	264	266	525	532
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	13,2 %	13,3 %	9,7 %	13,2 %	10,5 %
Rendement du capital de risque (3)	22,5 %	21,6 %	16,0 %	22,0 %	17,5 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	39 500 \$	36 800 \$	38 000 \$	38 100 \$	36 900 \$
Prêts et acceptations	20 600	20 600	20 500	20 600	20 000
Dépôts	34 000	31 900	34 100	32 900	33 100
Capitaux propres attribués (3)	3 250	3 000	3 350	3 100	3 300
Capital de risque (3)	1 900	1 850	2 050	1 850	2 000
<b>Autres soldes</b>					
Biens administrés	292 200 \$	287 300 \$	252 200 \$	292 200 \$	252 200 \$
Biens sous gestion	41 300	41 800	44 200	41 300	44 200

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	T1 2006	T2 2005	T2 2006 par rapport au T2 2005
Total des revenus : diminution	7 \$	45 \$	72 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	6	35	56
Bénéfice net : diminution	1	7	11

(1) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> février 2006. Au cours du trimestre, nous avons également reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

(2) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

(3) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Ce trimestre, nous avons reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt – Rémunération à base d'actions, de manière à mieux refléter le but visé par ces instruments ainsi que notre gestion du risque lié à la rémunération. Nous avons effectué ce changement afin de nous conformer, le cas échéant, au traitement comptable des couvertures économiques liées aux autres régimes de rémunération à base d'actions de RBC. Tous les chiffres correspondants ont été retraités afin de tenir compte du reclassement. Le reclassement ne s'appliquait pas aux autres valeurs mobilières utilisées à titre de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Le bénéfice net s'est accru de 24 millions de dollars ou 29 % par rapport à l'an dernier, malgré la réduction de 7 millions enregistrée comparativement à la période précédente, qui découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 26 millions de dollars US ou 39 %, résultat qui reflète la hausse des revenus de la *Gestion de patrimoine*, ainsi que la forte croissance des revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances des *Services bancaires*. Ces résultats reflètent en grande partie la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance ainsi que le maintien d'une conjoncture solide aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Les revenus ont progressé de 53 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier. Les revenus libellés en dollars américains se sont accrus de 89 millions de dollars US ou 16 %.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 58 millions de dollars ou 14 %. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 75 millions de dollars US ou 23 %, résultat qui tient principalement à la prise en compte des résultats d'Abacus, à la croissance des actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'à la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières de la Gestion Privée Globale. L'augmentation des revenus découle également d'un gain net de 7 millions de dollars US de RBC Dain Rauscher réalisé par suite de l'échange de nos sièges à la NYSE contre des actions de NYX.

Les revenus des *Services bancaires* ont diminué de 5 millions de dollars ou 2 %. Les revenus des *Services bancaires* libellés en dollars américains ont augmenté de 14 millions de dollars US ou 7 %, résultat qui reflète la croissance élevée des prêts et des dépôts de RBC Centura et de nos activités dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 21 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains se sont accrus de 54 millions de dollars US ou 12 %, résultat qui reflète principalement la prise en compte des résultats d'Abacus, la hausse des frais liés aux projets mis en œuvre à l'appui de la croissance des activités, ainsi que l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant de la croissance élevée des revenus de la *Gestion de patrimoine*.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 9 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle a reculé de 7 millions de dollars US, résultat qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts, principalement en ce qui concerne RBC Centura.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 32 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, malgré la réduction de 11 millions imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains s'est accru de 37 millions de dollars US ou 26 %, résultat qui reflète la croissance élevée des revenus de la Gestion de patrimoine ainsi que la forte croissance des revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances des *Services bancaires*.

Les revenus ont augmenté de 76 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier. Les revenus libellés en dollars américains ont progressé de 136 millions de dollars US ou 12 %.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 83 millions de dollars ou 10 %. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 114 millions de dollars US ou 17 %, résultat qui tient principalement à la prise en compte des résultats d'Abacus, à la croissance des actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'à la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières de la Gestion Privée Globale et qu'aux gains à la valeur de marché positifs sur certaines valeurs mobilières désignées comme couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher (contrebalancé en grande partie par la hausse de la charge au titre de la rémunération à base d'actions dont il est fait mention au paragraphe ci-dessous concernant les frais autres que d'intérêt).

Les revenus des *Services bancaires* ont diminué de 7 millions de dollars ou 1 %. Les revenus des *Services bancaires* libellés en dollars américains ont augmenté de 22 millions de dollars US ou 5 %, résultat qui reflète la croissance élevée des prêts et des dépôts de RBC Centura et de nos activités dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 44 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains se sont accrus de 95 millions de dollars US ou 11 %, résultat qui reflète la prise en compte des résultats d'Abacus, l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable, la hausse des frais liés aux projets mis en œuvre pour soutenir la croissance des activités, ainsi que l'accroissement de la charge au titre de la rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle a reculé de 10 millions de dollars US, résultat qui reflète le maintien de la qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts.

#### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Comparativement au premier trimestre de 2006, le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars ou 5 %, malgré le fait que le deuxième trimestre comptait moins de jours que le premier trimestre. Le bénéfice net libellé en dollars américains s'est accru de 4 millions de dollars US ou 5 %, résultat qui reflète la hausse des revenus et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Les revenus ont progressé de 11 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus libellés en dollars américains se sont accrus de 16 millions de dollars US ou 3 %, résultat qui tient à la prise en compte des résultats d'Abacus pour l'ensemble du trimestre plutôt que pour deux mois uniquement au trimestre précédent, à la croissance des revenus tirés des services tarifés et des opérations de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'au gain net de 7 millions de dollars US dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution, ce trimestre, des gains à la valeur de marché de certaines valeurs mobilières désignées comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés dans l'ensemble inchangés par rapport au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains se sont accrus de 8 millions de dollars US ou 2 %, résultat qui reflète principalement la prise en compte des résultats d'Abacus pour l'ensemble du trimestre plutôt que pour deux mois uniquement au trimestre précédent, ainsi que la hausse des frais liés aux projets mis en œuvre pour soutenir la croissance des activités, résultats qui ont été contrebalancés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Libellée en dollars américains, elle a reculé de 4 millions de dollars US.

## RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, au secteur public et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des *Marchés mondiaux*, des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*, de *RBC Dexia IS* et des *Autres services*.

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos *Services aux institutions et aux investisseurs* avec les activités de *Dexia Funds Services*, en contrepartie d'une participation de 50 % dans la coentreprise *RBC Dexia IS*. Étant donné que cette dernière présente ses résultats avec un décalage de un mois, le bénéfice pour la période du 2 janvier au 31 mars 2006 a été comptabilisé ce trimestre.

Le 1<sup>er</sup> février 2006, les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation ont été transférées du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Tous les chiffres historiques du secteur RBC Marchés des Capitaux ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006 (1)	30 avril 2005 (1)	30 avril 2006	30 avril 2005 (1)
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (2)	67 \$	68 \$	173 \$	135 \$	383 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 270	945	820	2 215	1 720
<b>Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (2)</b>	<b>1 337 \$</b>	<b>1 013 \$</b>	<b>993 \$</b>	<b>2 350 \$</b>	<b>2 103 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	835	686	617	1 521	1 322
Recouvrement de pertes sur créances	(23)	(85)	(46)	(108)	(48)
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle (majoré au montant imposable équivalent) (2) (3)</b>	<b>525 \$</b>	<b>412 \$</b>	<b>422 \$</b>	<b>937 \$</b>	<b>829 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>433 \$</b>	<b>330 \$</b>	<b>294 \$</b>	<b>763 \$</b>	<b>562 \$</b>
<b>Revenus (majorés au montant imposable équivalent) (2) par secteurs d'exploitation</b>					
Marchés mondiaux	754 \$	574 \$	557 \$	1 328 \$	1 216 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	351	274	238	625	490
RBC Dexia IS (4)	159	84	127	243	242
Autres	73	81	71	154	155
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	35,0 %	30,0 %	28,9 %	32,6 %	27,0 %
Rendement du capital de risque (5)	45,2 %	37,8 %	38,1 %	41,7 %	35,4 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	262 600 \$	252 800 \$	222 400 \$	257 600 \$	218 900 \$
Capitaux propres attribués (5)	5 050	4 300	4 200	4 700	4 150
Capital de risque (5)	3 900	3 400	3 150	3 650	3 150
<b>Autres soldes</b>					
Biens administrés (6) – RBC	– \$	– \$	1 294 500 \$	– \$	1 294 500 \$
– RBC Dexia IS	1 832 100	1 738 100	–	1 832 100	–

### Incidence de la conversion d'opérations libellées en dollars américains ou en livres sterling sur certains éléments

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	T1 2006	T2 2005	T2 2006 par rapport au T2 2005
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) : diminution	7 \$	66 \$	98 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	3	37	62
Bénéfice net : diminution	2	19	24

- (1) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.
- (2) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) et le bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.
- (3) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.
- (4) Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités des Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia et créé RBC Dexia IS, une nouvelle société. Compte tenu de la similarité des activités de ces entreprises, nous avons présenté les revenus de nos anciennes activités de Services aux institutions et aux investisseurs et notre quote-part de 50 % dans RBC Dexia IS dans un même poste, à des fins de comparaison. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats selon l'année civile, il existe un décalage de un mois dans la présentation de son bénéfice. Les chiffres correspondants des trimestres terminés le 31 janvier 2006 et le 30 avril 2005 et ceux du semestre terminé le 30 avril 2005 représentent uniquement le bénéfice des Services aux institutions et aux investisseurs. Les montants pour le semestre terminé le 30 avril 2006 comprennent les revenus des Services aux institutions et aux investisseurs pour deux mois au trimestre terminé le 31 janvier 2006, et notre quote-part de 50 % des revenus de RBC Dexia pour trois mois au trimestre terminé le 30 avril 2006.
- (5) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.
- (6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons contribué des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS pour le deuxième trimestre de 2006 est présenté au 31 mars 2006.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le bénéfice net s'est accru de 139 millions de dollars ou 47 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les résultats records liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, l'expansion des activités, les nombreuses activités de fusion et d'acquisition, ainsi que la diminution du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la charge au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 344 millions de dollars ou 35 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux résultats records liés aux activités de négociation pour toutes les catégories de produits, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. L'augmentation est également attribuable à la hausse des revenus liés aux activités de fusion et d'acquisition, au gain net de 32 millions de dollars découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre

des actions de NYX, à l'amélioration des revenus tirés des services de garde et d'administration de RBC Dexia IS, ainsi qu'à l'accroissement des revenus tirés des commissions de courtage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés des activités de négociation liés à nos EDDV consolidées, qui sont compensés en grande partie dans la part des actionnaires sans contrôle du bénéfice net des filiales. Les revenus tirés des activités de montage ont également reculé, en raison de la diminution des activités dans le secteur des fiducies de revenu au Canada et du niveau réduit de titres de créance émis, principalement aux États-Unis. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 372 millions de dollars, en hausse de 385 millions ou 39 % par rapport à l'an dernier. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour un rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV.

Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a diminué, en raison surtout de l'accroissement des volumes et de la hausse des taux sur les positions de financement liées à certaines stratégies au chapitre de la négociation de titres de participation. La hausse des revenus autres que d'intérêt découle en grande partie de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que du gain net découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont progressé de 197 millions de dollars ou 35 %, en raison principalement de l'amélioration des résultats liés aux activités de négociation pour toutes les catégories de produits. L'augmentation des revenus a été neutralisée en partie par la réduction des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 113 millions de dollars ou 47 %, en raison principalement des nombreuses activités de fusion et d'acquisition au Canada et du gain net découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des commissions de courtage et des distributions sur les placements privés.

Les revenus de *RBC Dexia IS* se sont établis à 159 millions de dollars ce trimestre, résultat qui reflète principalement les revenus importants tirés des services de garde et d'administration découlant du niveau élevé des activités sur les marchés.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 218 millions de dollars ou 35 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités, ainsi que des charges engagées à l'appui de la croissance des activités.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est élevé à 23 millions de dollars ce trimestre. L'an dernier, nous avons comptabilisé un recouvrement de 46 millions de dollars, qui reflétait en grande partie le règlement favorable d'un prêt à une grande entreprise.

Les impôts sur les bénéfices ont reculé de 37 millions de dollars, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Ce recul est principalement attribuable à la hausse du bénéfice des filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition effectif est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenus plus efficaces fiscalement comme les dividendes.

La moyenne de l'actif a augmenté de 40 milliards de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des titres de négociation, lequel est lié à la croissance découlant de certaines stratégies au chapitre de la négociation des titres de participation.

### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est accru de 201 millions de dollars ou 36 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des résultats solides liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, de l'expansion des activités, de la diminution du taux d'imposition effectif, ainsi que de la contrepassation ce trimestre d'une tranche de 50 millions de la provision générale. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a augmenté de 247 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres de créance. Les revenus tirés des activités de fusion et d'acquisition et des commissions de courtage ont également augmenté. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés de la négociation liés à nos EDDV consolidées, par la baisse des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada, ainsi que par la réduction des activités de montage de prêts, surtout aux États-Unis. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 2 393 millions de dollars, en hausse de 302 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 199 millions de dollars ou 15 %, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités.

Le recouvrement de pertes sur créances de 108 millions de dollars constaté ce trimestre comprend la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale. L'an dernier, nous avons constaté un recouvrement de 48 millions de dollars.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 87 millions de dollars, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Cette diminution est en grande partie attribuable à l'augmentation du bénéfice des filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition effectif est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenus plus efficaces fiscalement comme les dividendes.

La moyenne de l'actif a progressé de 39 milliards de dollars ou 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation à l'appui de certaines stratégies au chapitre de la négociation de titres de participation, ainsi que de la croissance du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

### **Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Le bénéfice net a augmenté de 103 millions de dollars ou 31 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'amélioration des revenus liés aux activités de négociation. Ce résultat a été contrebalancé en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et par la baisse des recouvrements au titre des pertes sur créances.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 324 millions de dollars ou 32 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus liés aux activités de négociation pour toutes les catégories de produits. L'augmentation découle également de la prise en compte des revenus de RBC Dexia IS pour une période supplémentaire de un mois, ainsi que du gain net réalisé à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX. Le volume accru des activités de montage par rapport au volume relativement faible enregistré au premier trimestre, ainsi que les résultats améliorés liés aux activités de fusion et d'acquisition, ont également contribué à la hausse des revenus. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 372 millions de dollars, en hausse de 351 millions ou 34 % par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 149 millions de dollars ou 22 %, en raison surtout de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités et de la prise en compte, pour une période supplémentaire de un mois, des charges liées à RBC Dexia IS, les charges pour une période de deux mois uniquement ayant été constatées au premier trimestre.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est chiffré à 23 millions de dollars, par rapport à 85 millions à la période précédente, résultat qui comprenait un recouvrement de 35 millions au titre des provisions spécifiques, et la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale.

## SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale, les finances, les ressources humaines, la gestion du risque et d'autres fonctions générales, dont les coûts sont attribués aux secteurs d'exploitation.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, telles que les activités de titrisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006 (1)	30 avril 2005 (1)	30 avril 2006	30 avril 2005 (1)
Revenu net d'intérêt	(62)\$	(63)\$	(26)\$	(125)\$	(62)\$
Revenus autres que d'intérêt	(5)	39	50	34	100
<b>Total des revenus</b>	<b>(67)\$</b>	<b>(24)\$</b>	<b>24 \$</b>	<b>(91)\$</b>	<b>38 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	(8)	(4)	5	(12)	(5)
Recouvrement de pertes sur créances	(27)	(20)	(11)	(47)	(18)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	—	—	1	—	3
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>(32)\$</b>	<b>— \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>(32)\$</b>	<b>58 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>(19)\$</b>	<b>72 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>35 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	11 800 \$	12 500 \$	10 000 \$	12 300 \$	10 100 \$
Capitaux propres attribués (2)	2 650	3 250	2 500	2 950	2 350
<b>Titrisations</b>					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	15 863 \$	15 172 \$	10 355 \$	15 863 \$	10 355 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	1 295	2 733	1 200	4 028	2 500

(1) Au cours du trimestre, nous avons reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt. Toutes les éliminations ont été retraitées afin de tenir compte du reclassement.

(2) La moyenne des capitaux propres attribués constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

(3) Les créances titrisées vendues et impayées se composent de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels titrisées et vendues ce trimestre. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples détails à ce sujet.

Étant donné la nature des activités présentées dans ce secteur, nous estimons qu'il n'est pas pertinent d'effectuer l'analyse des tendances d'une période par rapport à l'autre. Les paragraphes ci après traitent des éléments importants qui ont influé sur les résultats présentés dans chacune des périodes.

**Deuxième trimestre de 2006** : La perte nette de 19 millions de dollars constatée ce trimestre reflète le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que la valeur de marché des dérivés liés à certaines couvertures économiques ce trimestre.

**Deuxième trimestre de 2005** : Le bénéfice net s'est établi à 16 millions de dollars, en raison principalement des remboursements d'intérêts de 28 millions relatifs au règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998.

**Deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)** : Le bénéfice net de 53 millions de dollars comptabilisé pour le semestre terminé le 30 avril 2006 découle principalement du règlement favorable d'une vérification fiscale liée à des exercices précédents, qui a donné lieu à la contrepassation, au premier trimestre, d'une tranche de 70 millions des montants

comptabilisés aux exercices précédents. Ce résultat a été neutralisé en partie par le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que par la valeur de marché des dérivés liés à certaines couvertures économiques au deuxième trimestre.

**Deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)** : Le bénéfice net de 35 millions de dollars comptabilisé pour le semestre terminé le 30 avril 2005 reflète en grande partie un gain de 48 millions à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires au premier trimestre de 2005, les remboursements d'intérêts relatifs aux questions fiscales dont il est fait mention précédemment, ainsi qu'un gain à la cession de certains placements de titres de participation comptabilisé au premier trimestre de 2005. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le calendrier d'exécution des opérations de titrisation.

**Premier trimestre de 2006** : Le bénéfice net de 72 millions de dollars était en grande partie attribuable au règlement favorable d'une vérification fiscale liée à des exercices précédents, qui a donné lieu à la contrepassation d'une tranche de 70 millions des montants comptabilisés dans les exercices précédents.

## FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin de la période)	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005
(en millions de dollars canadiens)			
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 878 \$	10 913 \$	7 043 \$
<b>Valeurs mobilières</b>			
Titres du compte de négociation	127 026 \$	131 551 \$	101 808 \$
Titres du compte de placement et de substitut de prêt	36 965	34 107	37 777
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>163 991 \$</b>	<b>165 658 \$</b>	<b>139 585 \$</b>
<b>Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>56 301 \$</b>	<b>47 564 \$</b>	<b>43 581 \$</b>
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires résidentiels	92 506 \$	91 776 \$	84 552 \$
Prêts aux particuliers	42 441	41 337	39 275
Cartes de crédit	6 051	5 468	5 791
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 583	55 615	49 779
<b>Total des prêts</b>	<b>198 581 \$</b>	<b>194 196 \$</b>	<b>179 397 \$</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>71 355 \$</b>	<b>66 300 \$</b>	<b>62 743 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>502 893 \$</b>	<b>487 874 \$</b>	<b>434 873 \$</b>
<b>Dépôts</b>	<b>322 787 \$</b>	<b>314 872 \$</b>	<b>283 492 \$</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>147 879 \$</b>	<b>141 036 \$</b>	<b>121 100 \$</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>1 947 \$</b>	<b>1 916 \$</b>	<b>674 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>20 751 \$</b>	<b>20 235 \$</b>	<b>19 806 \$</b>



**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Le total de l'actif a progressé de 68,0 milliards de dollars ou 16 % comparativement à l'an dernier, résultat qui est en grande partie attribuable à l'augmentation du total des valeurs mobilières, du total des prêts, des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, et des autres actifs.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrues de 1,8 milliard de dollars, en raison principalement de la consolidation de notre quote-part de 50 % dans RBC Dexia IS.

Le total des valeurs mobilières a augmenté de 24,4 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient à la croissance de nos activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 12,7 milliards de dollars ou 29 %, en raison principalement de nos efforts visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le total des prêts s'est accru de 19,2 milliards de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier, résultat qui découle de l'accroissement des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, lequel demeure attribuable à la solidité de l'économie, aux dépenses de consommation élevées et aux investissements effectués par les entreprises.

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 8,0 milliards de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation découle de la solidité du marché de l'habitation, des taux d'intérêt favorables, et des efforts continus au chapitre des activités de vente. Cette augmentation est présentée déduction faite des prêts de 10,0 milliards de dollars titrisés au cours des 12 derniers mois.

Les prêts aux particuliers se sont accrues de 3,2 milliards de dollars ou 8 %, résultat qui reflète la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties découlant de la forte demande visant les prêts à la consommation et des taux d'intérêt favorables.

Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,3 milliard de dollars ou 4 %. Ce résultat reflète les efforts fructueux déployés au chapitre des ventes, l'utilisation accrue de cartes de crédit et l'augmentation des soldes moyens de cartes de crédit, déduction faite des soldes de cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars titrisés au cours des 12 derniers mois.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 7,8 milliards de dollars ou 16 %, résultat qui reflète la hausse des dépenses engagées par les entreprises pour soutenir l'augmentation des niveaux de stocks, ainsi que les activités de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

Les autres actifs ont progressé de 8,6 milliards de dollars ou 14 %, en raison surtout de l'accroissement des activités des entreprises liées aux montants se rapportant aux produits dérivés et aux engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Les dépôts se sont accrues de 39,3 milliards de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance du volume des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques, qui reflète l'importance accordée au financement à l'appui de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation.

Les autres passifs ont augmenté de 26,8 milliards de dollars ou 22 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des entreprises liées aux montants se rapportant aux produits dérivés, aux conventions de rachat et aux prêts de titres.

La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales s'est accrue de 1,3 milliard de dollars comparativement à l'an dernier, en raison des instruments de capital innovateurs émis par RBC Fiducie de capital au premier trimestre de 2006.

Les capitaux propres ont augmenté de 0,9 milliard de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Le total de l'actif s'est accru de 15,0 milliards de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, du total des prêts et des autres actifs, qui a été contrebalancée en partie par la diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques et du total des valeurs mobilières.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont reculé de 2,0 milliards de dollars, en raison de l'accroissement des activités liées aux biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés.

Le total des valeurs mobilières a diminué de 1,7 milliard de dollars ou 1 %, résultat qui tient en grande partie aux activités de négociation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 8,7 milliards de dollars ou 18 %, en raison principalement de nos efforts visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le total des prêts s'est accru de 4,4 milliards de dollars ou 2 %, malgré l'incidence défavorable de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels de 3,2 milliards ce trimestre. L'augmentation reflète principalement l'accroissement des activités de prêt découlant des taux d'intérêt favorables et de la solidité de la conjoncture.

Les dépôts se sont accrues de 7,9 milliards de dollars ou 3 %, résultat qui reflète en grande partie la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements pour soutenir l'accroissement des activités, ainsi que la hausse des dépôts des particuliers.

Les capitaux propres ont progressé de 0,5 milliard de dollars ou 3 % comparativement au trimestre précédent, en raison de la croissance élevée du bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats d'actions ordinaires ce trimestre.

**Données concernant les actions**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	30 avril 2006		31 janvier 2006		30 avril 2005	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Actions privilégiées de premier rang</b>						
À dividende non cumulatif, série N <sup>(1)</sup>	12 000	300 \$	12 000	300 \$	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série O <sup>(1)</sup>	6 000	150	6 000	150	6 000	150
En dollars américains, à dividende non cumulatif, série P	—	—	—	—	4 000	132
À dividende non cumulatif, série S <sup>(1)</sup>	10 000	250	10 000	250	10 000	250
À dividende non cumulatif, série W <sup>(1)</sup>	12 000	300	12 000	300	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA <sup>(2)</sup>	12 000	300	—	—	—	—
		1 300 \$		1 000 \$		1 132 \$
<b>Actions ordinaires en circulation <sup>(3)</sup></b>	1 286 064	7 191 \$	1 290 983	7 189 \$	1 292 801	7 091 \$
<b>Actions de trésorerie – privilégiées</b>	(213)	(5)	(118)	(3)	—	—
<b>Actions de trésorerie – ordinaires <sup>(3)</sup></b>	(5 512)	(178)	(6 224)	(199)	(7 364)	(227)
<b>Options sur actions <sup>(3)</sup></b>						
Octroyées	34 629		36 296		41 210	
Pouvant être levées	29 240		30 858		33 465	

(1) Au 30 avril 2006, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de séries N et O s'élevait à environ 6 658 000 et 3 362 000, respectivement. Au 30 avril 2006, les actions privilégiées de premier rang de séries S et W n'étaient pas encore convertibles.

(2) Le 4 avril 2006, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang de série AA. Ces actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

(3) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le nombre d'actions ordinaires, d'actions de trésorerie et d'options sur actions a été retraité afin de tenir compte du dividende en actions.

Au 18 mai 2006, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation se chiffrait à 1 286 107 000 et à 34 529 000, respectivement. Au 18 mai 2006, le nombre des autres titres était identique à celui

présenté au 30 avril 2006 dans le tableau ci-dessus. Se reporter aux notes 17 et 18 qui figurent à la page 112 de notre rapport annuel 2005 pour obtenir de plus amples détails.

## GESTION DU CAPITAL

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la volonté de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences de diverses parties prenantes, notamment des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, de nos comparaisons avec les pairs et de notre position relativement aux objectifs en matière de ratios de capital approuvés par le Conseil d'administration. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, il y a lieu de se reporter aux pages 59 à 63 de notre rapport annuel 2005.

**Capital réglementaire et ratios de capital**

La suffisance du capital et les ratios de capital des banques canadiennes sont réglementés suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Le tableau suivant illustre notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005
Capital de première catégorie	19 990 \$	19 391 \$	18 055 \$
Capital total	26 280	26 103	24 390
Total de l'actif ajusté en fonction des risques (1)	210 965	204 247	190 058
<b>Ratios de capital</b>			
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,5 %	9,5 %
Ratio du capital total	12,5 %	12,8 %	12,8 %

(1) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

Au 30 avril 2006, le ratio de capital de première catégorie et le ratio de capital total s'élevaient à 9,5 % et à 12,5 %, respectivement. Le ratio de capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, et le ratio de capital total a diminué de 30 points de base. Cette diminution découle en grande partie de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques, compte non tenu des niveaux élevés de capitaux autogénérés et de la gestion active du bilan. L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 21 milliards de dollars comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS et la croissance des soldes, des prêts, des prêts de titres et des dérivés.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**

Ce trimestre, le ratio de capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent, et le ratio de capital total a reculé de 30 points de base par rapport à 12,8 % à la fin du dernier trimestre. Ce recul découle de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques et de l'incidence des remboursements d'instruments de capital. L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 7 milliards de dollars ce trimestre, en raison de la croissance des prêts, des prêts de titres et des dérivés.

**Principales activités de gestion du capital**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour le semestre terminé le
	30 avril 2006	30 avril 2006
Dividendes		
Actions privilégiées	11 \$	21 \$
Actions ordinaires	463	875
Ventes nettes d'actions de trésorerie – ordinaires	21	38
Rachat d'actions ordinaires – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(308)	(501)

Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 4,3 millions d'actions pour un total de 308 millions de dollars dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui prendra fin le 23 juin 2006. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter un nombre maximal de 10 millions de nos actions ordinaires. Le dividende en actions n'a eu aucune incidence sur ce nombre maximal. Depuis le début de cette offre le 24 juin 2005, nous avons racheté et annulé 8,5 millions d'actions ordinaires, pour un total de 664 millions de dollars. Un nombre supplémentaire de 0,3 million d'actions ont été rachetées au titre de régimes de rémunération non indépendants le 30 avril 2006, lesquelles sont prises en compte dans le rachat maximal établi en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités.

Le 4 avril 2006, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AA.

Au cours du trimestre, nous avons remboursé des débetures subordonnées d'un capital total de 246 millions de dollars. Le 13 février 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 5,50 % d'un capital de 125 millions de dollars échéant le 13 février 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement. Le 26 avril 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 8,20 % d'un capital de 100 millions de dollars échéant le 26 avril 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement.

Le 22 mars 2005, nous annonçons que nous pourrions à l'occasion acheter, à des fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débetures à taux variable en circulation de 250 millions de dollars échéant en 2083 ainsi que de nos débetures à taux variable en circulation de 300 millions de dollars US échéant en 2085. Ce trimestre, nous avons acheté une tranche de 21 millions de dollars (19 millions de dollars US) des débetures en circulation échéant en 2085. Depuis l'annonce faite le 22 mars 2005, nous avons acheté pour 3,5 millions de dollars de débetures en circulation échéant en 2083 et pour 104 millions de dollars (87 millions de dollars US) de débetures en circulation échéant en 2085.

**Capital économique**

Le capital économique représente la quantification par la direction des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales. Il fournit directement des mesures de comparaison du rendement telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR ». De plus, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière de planification stratégique et d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de nos ressources financières, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique. Le capital économique est une mesure clé de notre capacité à composer avec les pertes non prévues et à poursuivre nos activités, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit AA. Il reflète l'optique des actionnaires et favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires exprimé en fonction du risque-rendement.

Le capital économique est une mesure hors PCGR. Son calcul et son attribution nécessitent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter à la page 62 de notre rapport annuel 2005.

## Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Risque de crédit	5 700 \$	5 500 \$	5 000 \$	5 600 \$	4 950 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 400	2 400	2 200	2 400	2 100
Risque opérationnel	2 500	2 300	2 350	2 400	2 400
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 850	1 700	1 600	1 750	1 600
Risque d'assurance	250	250	200	250	200
Capital de risque	12 700 \$	12 150 \$	11 350 \$	12 400 \$	11 250 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 900	4 450	5 000	4 700	4 900
Capital attribué (capital économique)	17 600 \$	16 600 \$	16 350 \$	17 100 \$	16 150 \$
Capitaux propres non attribués (1)	2 100	2 700	2 050	2 400	1 850
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>19 700 \$</b>	<b>19 300 \$</b>	<b>18 400 \$</b>	<b>19 500 \$</b>	<b>18 000 \$</b>

(1) Les capitaux propres non attribués sont présentés dans les Services de soutien généraux.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)

Le capital économique attribué a augmenté de 950 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du risque de crédit, du risque de marché, ainsi que du risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles, contrebalancée en partie par la diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. L'augmentation du risque de crédit tient à l'accroissement de notre exposition au risque de crédit, qui reflète en grande partie la croissance élevée des prêts et l'incidence de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS. La hausse du risque de marché tient surtout à l'accroissement des activités de négociation et du risque concernant les engagements liés aux taux. La hausse du risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles découle en grande partie de l'accroissement des volumes d'activités et de l'augmentation des soldes des immobilisations corporelles, respectivement. Le risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels a diminué, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains, ainsi que de la vente de certains actifs de RBC Mortgage Company au quatrième trimestre de 2005, résultats qui ont été contrebalancés par l'incidence de la création de RBC Dexia IS et par l'acquisition d'Abacus.

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006

Le capital économique attribué a progressé de 1,0 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque commercial, ainsi que du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. L'augmentation du risque de crédit tient à l'accroissement de notre exposition au risque de crédit, qui reflète en grande partie la croissance élevée des prêts et l'incidence de la création de RBC Dexia IS, et l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial découle principalement de l'accroissement des volumes d'activités. L'augmentation du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels est en grande partie imputable à la comptabilisation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés à RBC Dexia IS, une coentreprise créée le 2 janvier 2006, ainsi qu'à l'acquisition, le 30 novembre 2005, d'Abacus, dont les résultats pour l'ensemble du trimestre ont été comptabilisés ce trimestre.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour des clients. Ces opérations incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque. Une analyse de chacun de ces types d'arrangements, y compris leur nature, leur utilisation commerciale, leur importance et leur incidence financière importante, est présentée aux pages 63 à 66 de notre rapport annuel 2005.

Au cours du deuxième trimestre de 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 3,2 milliards de dollars dont une tranche de 1,3 milliard de dollars a été vendue, la tranche restante de 1,9 milliard étant conservée dans les titres du compte de placement. De plus, nous avons titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux de 0,4 milliard de dollars. Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Un sommaire des principales garanties fournies à des tiers au 30 avril 2006 est présenté à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Il n'existe aucune différence importante par rapport au trimestre précédent, sauf que la quasi-totalité des activités de prêts de titres sont maintenant effectuées par l'entremise de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

## OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés sont décrites en détail à la page 80 de notre rapport annuel 2005. Nos politiques et procédures concernant les opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante par rapport aux politiques et procédures énoncées dans notre rapport annuel 2005.

## GESTION DU RISQUE

Des pratiques judicieuses en matière de gestion du risque sont essentielles à la réussite à long terme des institutions financières. Notre gestion du risque est une compétence essentielle étayée par une culture de gestion du risque bien établie ainsi que par un cadre de gestion du risque efficace. La gestion du risque permet de s'assurer que les risques pris s'alignent sur notre goût du risque et qu'ils sont évalués en fonction

du rapport risque-rendement. À cette fin, nous avons adopté une démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise afin de cerner, d'évaluer, de contrôler et de signaler les risques importants avec lesquels nous devons composer. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux pages 66 à 79 de notre rapport annuel 2005.

## RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur de marché causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un réassureur ou un garant.

Notre goût du risque ainsi que nos politiques et procédures rigoureuses guident la gestion quotidienne du risque de crédit. Afin d'atteindre nos objectifs, nous tenons à nous assurer que la volatilité des revenus et les risques liés au défaut de paiement par une grande entreprise se situent dans les limites de notre goût du risque approuvé par le Conseil d'administration, et qu'ils ne compromettent pas notre position concurrentielle sur le marché.

Bien que le processus de gestion du risque soit centralisé d'un point de vue stratégique, chaque secteur d'exploitation doit assumer ses risques et en être responsable. Ainsi, notre unité fonctionnelle d'évaluation du risque, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, travaille en étroite collaboration avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer la concordance du goût du risque et des stratégies commerciales.

Pour de plus amples détails, se reporter aux pages 68 à 72 de notre rapport annuel 2005.

### Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Le tableau suivant illustre notre rendement au chapitre de la qualité du crédit.

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>			
<b>Montant brut des prêts douteux</b>			
Prêts à la consommation	355 \$	354 \$	305 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	438	446	615
Total du montant brut des prêts douteux	793 \$	800 \$	920 \$
<b>Provision pour pertes sur créances</b>			
Prêts à la consommation	117 \$	117 \$	113 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	169	168	271
Provision spécifique	286 \$	285 \$	384 \$
Provision générale	1 219	1 224	1 298
Total de la provision pour pertes sur créances	1 505 \$	1 509 \$	1 682 \$
<b>Dotations à la provision pour pertes sur créances</b>			
Prêts à la consommation	130 \$	121 \$	124 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(4)	(19)	(19)
Dotations aux provisions spécifiques	126 \$	102 \$	105 \$
Dotations aux provisions générales	(2)	(55)	11
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	124 \$	47 \$	116 \$
<b>Principaux ratios de qualité du crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,38 %	0,40 %	0,49 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux	190 %	189 %	183 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances spécifiques en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,26 %	0,20 %	0,24 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,25 %	0,21 %	0,33 %

### Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005

#### Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 127 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison du maintien d'une conjoncture favorable et des importantes mesures de recouvrement liées aux prêts aux grandes entreprises.

Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux a augmenté de 50 millions de dollars ou 16 %, en raison surtout de la croissance continue du nombre de prêts.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a diminué de 177 millions de dollars ou 29 %, en raison principalement du règlement favorable d'un certain nombre de prêts aux grandes entreprises du secteur RBC Marchés des Capitaux.

#### Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision spécifique pour pertes sur créances a diminué de 177 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. La provision spécifique a reculé de 98 millions de dollars ou 26 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la réduction du nombre de prêts aux grandes entreprises classés comme des prêts douteux. La provision générale a diminué de 79 millions de dollars ou 6 %, résultat qui tient surtout à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale au premier trimestre de 2006, laquelle reflète des conditions de crédit favorables et l'amélioration du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète en grande partie la hausse enregistrée au chapitre des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, ainsi que la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du niveau plus élevé de soldes de cartes de crédit titrisés, ainsi que par la provision comptabilisée l'an dernier relativement à notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts à la consommation a progressé de 6 millions de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, laquelle découle principalement de la croissance des prêts. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'incidence favorable du niveau plus élevé de soldes de cartes de crédit titrisés.

Le recouvrement de pertes sur créances de 4 millions de dollars au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements comptabilisé ce trimestre reflète en grande partie les recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui ont été contrebalancés en partie par les provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises. L'an dernier, nous avons comptabilisé un recouvrement de pertes sur créances de 19 millions de dollars, qui découlait principalement du règlement favorable d'un prêt à une grande entreprise du secteur RBC Marchés des Capitaux, lequel a été neutralisé en partie par notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

La réduction de 13 millions de dollars de la dotation à la provision générale par rapport à l'an dernier reflète principalement les fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale relativement à nos activités aux États-Unis, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation locaux. Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et ils n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de ce secteur.

*Ratios de qualité du crédit*

Le montant brut des prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et le total des radiations nettes se sont améliorés par rapport à l'an dernier, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus. La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,26 % ce trimestre, comparativement à 0,24 % l'an dernier.

**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2006**  
*Montant brut des prêts douteux*

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 7 millions de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des prêts aux grandes entreprises classés comme des prêts douteux. Le niveau des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux est comparable à celui du trimestre précédent.

*Provision pour pertes sur créances*

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 505 millions de dollars, soit un résultat comparable au montant de 1 509 millions comptabilisé au trimestre précédent.

La provision spécifique est demeurée relativement stable pour tous les portefeuilles, et la provision générale a diminué de 5 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de nos activités aux États-Unis.

*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 77 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale relative au secteur RBC Marchés des Capitaux au trimestre précédent.

Les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation se sont accrues de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des provisions au titre des prêts aux étudiants et des prêts sur cartes de crédit découlant de facteurs saisonniers.

Le recouvrement de pertes sur créances liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 4 millions de dollars constaté ce trimestre reflète principalement les recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises, lesquels ont été contrebalancés en partie par la provision au titre des prêts aux petites entreprises. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé un recouvrement de 19 millions de dollars, qui comprenait principalement des recouvrements au titre du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

*Ratios de qualité du crédit*

Le montant brut des prêts douteux et le ratio de la provision pour pertes sur créances se sont améliorés par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète le maintien de conditions de crédit favorables. La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,26 % ce trimestre, comparativement à 0,20 % au trimestre précédent. Ce résultat tient en grande partie à la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et aux facteurs saisonniers liés au portefeuille de prêts à la consommation. Le total des radiations nettes exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations a augmenté pour se chiffrer à 0,25 % ce trimestre, résultat qui reflète principalement les facteurs saisonniers liés au portefeuille de prêts à la consommation.

**RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché correspond au risque de perte sur les positions causé par les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif entraînent un risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux activités sur les marchés boursiers, les marchés du change, les marchés des marchandises, les marchés des taux d'intérêt et les marchés du crédit. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005.

**Activités de négociation**

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux

options. Nous participons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les autorisations accordées par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteurs et vendeurs ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2005.

## Valeur à risque (VAR) globale

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	Au	30 avril 2006			Au	31 janvier 2006			Au	30 avril 2005		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	8 \$	11 \$	8 \$	6 \$	7 \$	11 \$	8 \$	5 \$	4 \$	8 \$	5 \$	4 \$
Change	2	4	2	1	1	4	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	1	1	2	1	1	—	—	—	—
Taux d'intérêt (1)	11	17	14	10	16	20	12	9	12	13	10	8
Risque spécifique lié à la dette (2)	4	4	3	3	3	4	2	2	2	2	2	1
<b>VAR globale</b>	<b>21 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>9 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre terminé le				Pour le semestre terminé le			
	Au	30 avril 2006			Au	30 avril 2005		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	8 \$	11 \$	8 \$	5 \$	4 \$	8 \$	5 \$	4 \$
Change	2	4	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	1	—	—	—	—
Taux d'intérêt (1)	11	20	13	9	12	13	9	6
Risque spécifique lié à la dette (2)	4	4	3	2	2	2	2	1
<b>VAR globale</b>	<b>21 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>8 \$</b>

(1) La VAR liée aux marchandises reflète le risque de marché lié aux activités de négociation de produits du secteur de l'énergie tels que le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. Avec prise d'effet en mai 2005, ces activités sont comprises dans nos modèles et présentées avec nos autres activités de négociation comportant un risque de marché. Auparavant, ces activités étaient présentées selon la méthode normalisée d'attribution du capital.

(2) Comprend aussi le risque lié à l'écart de taux.

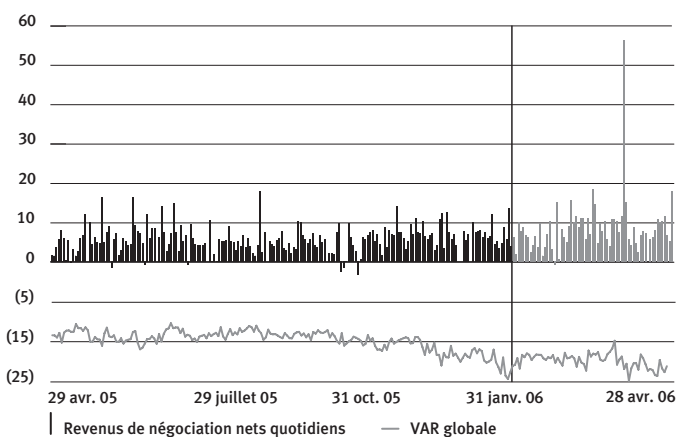
**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005**

La moyenne de la VAR globale s'est établie à 20 millions de dollars ce trimestre, en hausse par rapport à 12 millions l'an dernier. Cette augmentation découle principalement de l'accroissement de la VAR liée aux taux d'intérêt et aux actions, laquelle est attribuable à l'augmentation des activités de négociation et aux changements dans la composition des portefeuilles liés à nos activités de négociation de produits de taux d'intérêt.

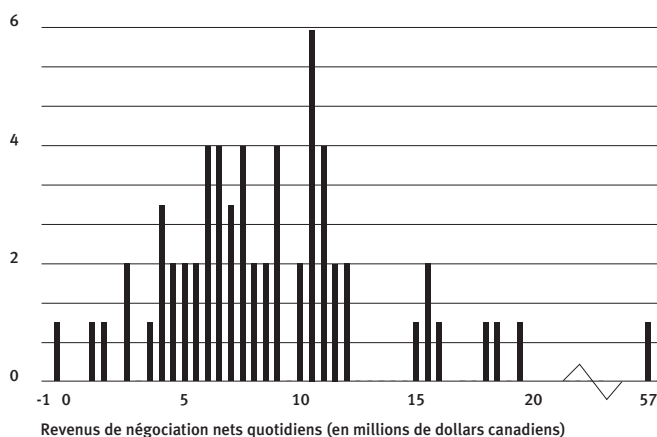
**Deuxième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2005 (résultats semestriels)**

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, la moyenne de la VAR globale a augmenté pour s'établir à 19 millions de dollars, comparativement à 11 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'augmentation soutenue de nos activités de négociation de titres de participation et de produits de taux d'intérêt, ainsi que les changements dans la composition des portefeuilles dont il est fait mention ci-dessus.

REVENUS DE NÉGOCIATION – VAR GLOBALE  
(en millions de dollars canadiens)



REVENUS DE NÉGOCIATION POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2006  
(nombre de jours)

**Activités de gestion de l'actif et du passif**

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques. Nous avons établi des politiques qui nous permettent de surveiller, de contrôler et de gérer ce risque de taux d'intérêt au moyen de plafonds au titre du risque lié à la valeur économique de nos capitaux propres et du risque lié au revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres mesures. De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures concernant la gestion des risques de marché liés aux activités autres que de négociation sont fournis à la page 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques et ces procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2005.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures se basent sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont authentifiées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours du premier semestre de 2006, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2006		31 janvier 2006		30 avril 2005	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 100 points de base des taux	(415)\$	103 \$	(376)\$	107 \$	(390)\$	87 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	273	(183)	240	(188)	239	(161)
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 200 points de base des taux	(873)	163	(789)	188	(868)	123
d'une diminution de 200 points de base des taux	441	(387)	385	(407)	425	(369)

## RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

La gestion du risque d'illiquidité et de financement est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité et de financement.

Le risque d'illiquidité et de financement est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement pour satisfaire les demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites prudentielles relativement aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 75 à 77 de notre rapport annuel 2005. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis le 31 octobre 2005.

Nous sommes d'avis que la situation de nos liquidités et de notre financement est solide et adéquate et qu'elle nous permettra de concrétiser notre stratégie. Aucune tendance, aucune demande, aucune incertitude, aucun engagement ni aucun événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités et de notre financement.

### Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 25 mai 2006.

	Au 25 mai 2006		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aa2	Stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	Stable
Fitch Ratings	F1+	AA	Stable
Dominion Bond Rating Service	R-1(middle)	AA(low)	Stable

Nos principales cotes de crédit demeurent inchangées par rapport au 31 janvier 2006, mais Standard & Poor's Rating Services a révisé la perspective négative attribuée à la Banque Royale du Canada et à ses filiales et l'a remplacée par une perspective stable le 28 février 2006. Ces cotes élevées soutiennent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti. Nos cotes de crédit sont au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation (nos cotes actuelles se situent dans la même catégorie que celles des autres principales banques canadiennes, ou dans une catégorie supérieure).

Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ou sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

### Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements eu égard à des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	30 avril 2006				Total	31 janvier	31 octobre
	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		2006	2005
Financement à long terme non garanti	10 761 \$	11 079 \$	8 532 \$	2 778 \$	33 150 \$	26 300 \$	24 004 \$
Débitures subordonnées	-	140	-	7 699	7 839	8 116	8 167
Obligations en vertu de contrats de location (2)	202	645	463	953	2 263	2 376	2 508
	10 963 \$	11 864 \$	8 995 \$	11 430 \$	43 252 \$	36 792 \$	34 679 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

(2) La quasi-totalité de nos engagements au titre des contrats de location concernent des contrats de location exploitation.

## RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes. Ce risque est inhérent à toutes nos activités. Nous gérons le risque opérationnel en assurant la mise en place efficace de l'infrastructure, des contrôles, des systèmes et des ressources humaines voulus au sein de l'entreprise, et nous avons aussi recours à

un cadre de gestion du risque opérationnel. Ce cadre fait appel à un langage commun et il est combiné à des programmes et méthodes mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise afin de permettre l'établissement, l'évaluation, le contrôle et la gestion des risques opérationnels. Se reporter aux pages 78 et 79 de notre rapport annuel 2005 pour de plus amples détails.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

<b>BILANS CONSOLIDÉS</b> (non vérifié)				
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	30 avril 2005 (1)
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Actif</b>				
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques</b>	5 222 \$	4 682 \$	5 001 \$	4 136 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>	8 878	10 913	5 237	7 043
<b>Valeurs mobilières</b>				
Titres du compte de négociation	127 026	131 551	125 760	101 808
Titres du compte de placement	36 301	33 433	34 060	37 102
Titres de substitut de prêt	664	674	675	675
	163 991	165 658	160 495	139 585
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	56 301	47 564	42 973	43 581
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires résidentiels	92 506	91 776	91 043	84 552
Prêts aux particuliers	42 441	41 337	41 045	39 275
Prêts sur cartes de crédit	6 051	5 468	6 200	5 791
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 583	55 615	53 626	49 779
	198 581	194 196	191 914	179 397
Provision pour pertes sur prêts	(1 435)	(1 439)	(1 498)	(1 612)
	197 146	192 757	190 416	177 785
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 876	7 951	7 074	6 654
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 192	38 237	38 834	36 415
Locaux et matériel	1 699	1 736	1 708	1 753
Écart d'acquisition	4 105	4 157	4 203	4 412
Autres actifs incorporels	686	704	409	511
Actifs liés aux activités destinées à la vente	172	178	263	1 657
Autres actifs	13 625	13 337	12 908	11 341
	71 355	66 300	65 399	62 743
	502 893 \$	487 874 \$	469 521 \$	434 873 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	113 437 \$	111 880 \$	111 618 \$	114 308 \$
Entreprises et gouvernements	170 145	160 221	160 593	143 351
Banques	39 205	42 771	34 649	25 833
	322 787	314 872	306 860	283 492
<b>Autres</b>				
Acceptations	8 876	7 951	7 074	6 654
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 014	35 856	32 391	32 181
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 315	28 841	23 381	19 572
Montants se rapportant aux produits dérivés	47 072	42 668	42 592	41 229
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 182	7 150	7 117	6 860
Passifs liés aux activités destinées à la vente	32	37	40	47
Autres passifs	20 388	18 533	18 408	14 557
	147 879	141 036	131 003	121 100
<b>Débitures subordonnées</b>	7 839	8 116	8 167	8 101
<b>Titres de fiducie de capital</b>	1 390	1 399	1 400	1 400
<b>Passifs liés aux actions privilégiées</b>	300	300	300	300
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	1 947	1 916	1 944	674
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	1 000	700	700	832
Actions ordinaires (2) (émises – 1 286 064 042; 1 290 982 576; 1 293 501 544 et 1 292 801 044)	7 191	7 189	7 170	7 091
Surplus d'apport	278	299	265	242
Bénéfices non répartis	14 649	14 284	13 704	13 173
Actions de trésorerie – privilégiées (détenues – 212 920; 118 400; 90 600 et aucune)	(5)	(3)	(2)	–
– ordinaires (2) (détenues – 5 512 017; 6 223 880; 7 052 552 et 7 363 716)	(178)	(199)	(216)	(227)
Écart de conversion, montant net	(2 184)	(2 035)	(1 774)	(1 305)
	20 751	20 235	19 847	19 806
	502 893 \$	487 874 \$	469 521 \$	434 873 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

(2) Le nombre d'actions ordinaires émises et le nombre d'actions ordinaires détenues à titre d'actions de trésorerie ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.



## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005 (1)	30 avril 2006	30 avril 2005 (1)
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	3 066 \$	2 970 \$	2 604 \$	6 036 \$	5 164 \$
Valeurs mobilières	1 502	1 444	1 129	2 946	2 228
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	594	485	299	1 079	542
Dépôts à des banques	87	72	62	159	115
	5 249	4 971	4 094	10 220	8 049
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	2 488	2 326	1 638	4 814	3 132
Autres passifs	1 046	862	683	1 908	1 342
Débitures subordonnées	106	108	111	214	219
	3 640	3 296	2 432	6 936	4 693
<b>Revenu net d'intérêt</b>	1 609	1 675	1 662	3 284	3 356
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	806	858	813	1 664	1 586
Revenus tirés des activités de négociation	724	547	373	1 271	834
Commissions de gestion de placements et de services de garde	334	315	311	649	602
Commissions de courtage en valeurs mobilières	347	309	307	656	589
Frais bancaires	290	294	281	584	558
Revenus tirés des fonds communs de placement	316	261	233	577	458
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	259	219	266	478	542
Revenus sur cartes	46	145	127	191	269
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	118	96	88	214	180
Commissions de crédit	56	56	41	112	93
Revenus tirés de la titrisation	61	49	51	110	137
Gain à la vente de titres du compte de placement	22	39	25	61	40
Autres	134	97	108	231	215
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	3 513	3 285	3 024	6 798	6 103
<b>Total des revenus</b>	5 122	4 960	4 686	10 082	9 459
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	124	47	116	171	224
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	619	652	622	1 271	1 204
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Ressources humaines	1 870	1 793	1 696	3 663	3 394
Matériel	236	231	240	467	468
Frais d'occupation	189	182	191	371	371
Communications	173	146	152	319	303
Honoraires	156	137	113	293	227
Impartition de services de traitement	80	73	78	153	150
Amortissement des autres actifs incorporels	20	14	16	34	35
Autres	204	175	175	379	367
	2 928	2 751	2 661	5 679	5 315
<b>Charges liées au réaligement de l'entreprise</b>	-	-	2	-	4
<b>Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts</b>	1 451	1 510	1 285	2 961	2 712
Charge d'impôts	348	332	353	680	796
<b>Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle</b>	1 103	1 178	932	2 281	1 916
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	(25)	6	16	(19)	23
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	1 128	1 172	916	2 300	1 893
Perte nette liée aux activités abandonnées	(10)	(1)	(9)	(11)	(7)
<b>Bénéfice net</b>	1 118 \$	1 171 \$	907 \$	2 289 \$	1 886 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(10)	(12)	(21)	(20)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	1 107 \$	1 161 \$	895 \$	2 268 \$	1 866 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (2) (en milliers)	1 282 694	1 284 333	1 281 685	1 283 436	1 279 482
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars)	0,86 \$	0,90 \$	0,70 \$	1,77 \$	1,46 \$
<b>Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies</b> (en dollars)	0,87 \$	0,90 \$	0,71 \$	1,78 \$	1,47 \$
<b>Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées</b> (en dollars)	(0,01)\$	- \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (2) (en milliers)	1 301 645	1 304 378	1 303 601	1 303 106	1 301 133
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars)	0,85 \$	0,89 \$	0,69 \$	1,74 \$	1,43 \$
<b>Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies</b> (en dollars)	0,86 \$	0,89 \$	0,70 \$	1,75 \$	1,44 \$
<b>Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées</b> (en dollars)	(0,01)\$	- \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$
<b>Dividendes par action</b> (2) (en dollars)	0,36 \$	0,32 \$	0,28 \$	0,68 \$	0,55 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

(2) Le nombre moyen d'actions ordinaires, le nombre moyen d'actions ordinaires, dilué, le bénéfice de base et dilué par action de même que les dividendes par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<b>Actions privilégiées</b>					
Solde au début	700 \$	700 \$	832 \$	700 \$	532 \$
Émises	300	–	–	300	300
Solde à la fin	1 000	700	832	1 000	832
<b>Actions ordinaires</b>					
Solde au début	7 189	7 170	7 021	7 170	6 988
Émises	38	43	70	81	114
Achetées aux fins d'annulation	(36)	(24)	–	(60)	(11)
Solde à la fin	7 191	7 189	7 091	7 191	7 091
<b>Surplus d'apport</b>					
Solde au début	299	265	210	265	169
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	–	(2)	–	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	(19)	(11)	12	(30)	(1)
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	–	54
Autres	(2)	45	22	43	22
Solde à la fin	278	299	242	278	242
<b>Bénéfices non répartis</b>					
Solde au début	14 284	13 704	12 628	13 704	12 065
Bénéfice net	1 118	1 171	907	2 289	1 886
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(10)	(12)	(21)	(20)
Dividendes sur actions ordinaires	(463)	(412)	(353)	(875)	(705)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(272)	(169)	–	(441)	(53)
Frais d'émission	(7)	–	3	(7)	–
Solde à la fin	14 649	14 284	13 173	14 649	13 173
<b>Actions de trésorerie privilégiées</b>					
Solde au début	(3)	(2)	–	(2)	–
Achats nets	(2)	(1)	–	(3)	–
Solde à la fin	(5)	(3)	–	(5)	–
<b>Actions de trésorerie ordinaires</b>					
Solde au début	(199)	(216)	(312)	(216)	(294)
Ventes nettes	21	17	85	38	121
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	–	(54)
Solde à la fin	(178)	(199)	(227)	(178)	(227)
<b>Écart de conversion, montant net</b>					
Solde au début	(2 035)	(1 774)	(1 426)	(1 774)	(1 556)
Gain (perte) de change non réalisé(e)	(253)	(613)	325	(866)	744
Gain (perte) de change lié(e) aux activités de couverture	104	352	(204)	456	(493)
Solde à la fin	(2 184)	(2 035)	(1 305)	(2 184)	(1 305)
<b>Capitaux propres à la fin</b>	<b>20 751 \$</b>	<b>20 235 \$</b>	<b>19 806 \$</b>	<b>20 751 \$</b>	<b>19 806 \$</b>

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005 (1)	30 avril 2006	30 avril 2005 (1)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 128 \$	1 172 \$	916 \$	2 300 \$	1 893 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	124	47	116	171	224
Amortissement	99	98	104	197	207
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	(5)	–	(3)
Paiements liés au réalignement de l'entreprise	(16)	(27)	(30)	(43)	(44)
Impôts futurs	19	21	(122)	40	(148)
Amortissement des autres actifs incorporels	20	14	16	34	35
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(4)	(5)	(5)	(9)	(9)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(1)	11	(9)	10	(57)
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(22)	(43)	(26)	(65)	(41)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	32	33	132	65	372
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(143)	13	–	(130)	(87)
Impôts exigibles	(119)	(35)	(201)	(154)	(393)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(3 955)	597	487	(3 358)	2 482
Passifs se rapportant aux produits dérivés	4 404	76	(19)	4 480	(972)
Titres du compte de négociation	4 525	(5 791)	(2 560)	(1 266)	(12 486)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 655)	(616)	(668)	(2 271)	322
Autres	3 052	373	2 207	3 425	313
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	7 488	(4 062)	333	3 426	(8 392)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	(27)	13	(16)	(14)	12
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>7 461</b>	<b>(4 049)</b>	<b>317</b>	<b>3 412</b>	<b>(8 380)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 035	(5 676)	(229)	(3 641)	(776)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(8 002)	(6 651)	(4 800)	(14 653)	(11 068)
Produit de la titrisation de prêts	1 665	2 699	1 381	4 364	2 678
Produit de la vente de titres du compte de placement	2 456	3 678	11 585	6 134	20 792
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	8 979	7 043	4 630	16 022	10 262
Acquisitions de titres du compte de placement	(12 355)	(8 415)	(15 446)	(20 770)	(27 637)
Variation des titres de substitut de prêt	10	1	–	11	26
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(63)	(118)	(90)	(181)	(223)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(8 737)	(4 591)	(6 649)	(13 328)	3 368
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	–	(242)	–	(242)	–
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(14 012)	(12 272)	(9 618)	(26 284)	(2 578)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement liées aux activités abandonnées	18	68	142	86	766
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(13 994)</b>	<b>(12 204)</b>	<b>(9 476)</b>	<b>(26 198)</b>	<b>(1 812)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation des dépôts	7 915	8 012	3 472	15 927	11 633
Remboursement de débentures subordonnées	(246)	–	(70)	(246)	(70)
Émission d'actions privilégiées	300	–	–	300	300
Frais d'émission	(7)	–	–	(7)	(3)
Émission d'actions ordinaires	34	40	64	74	105
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(308)	(193)	–	(501)	(64)
Ventes nettes d'actions de trésorerie	19	16	109	35	115
Dividendes versés	(422)	(425)	(360)	(847)	(700)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	49	(66)	(2)	(17)	(3)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(526)	5 460	2 770	4 934	(6 901)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	158	3 465	3 327	3 623	7 176
Variation des emprunts à court terme des filiales	144	(317)	(340)	(173)	(993)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement liées aux activités poursuivies	7 110	15 992	8 970	23 102	10 595
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>7 110</b>	<b>15 992</b>	<b>8 970</b>	<b>23 102</b>	<b>10 595</b>
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(37)	(58)	16	(95)	22
<b>Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques</b>	<b>540</b>	<b>(319)</b>	<b>(173)</b>	<b>221</b>	<b>425</b>
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 682	5 001	4 309	5 001	3 711
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin</b>	<b>5 222 \$</b>	<b>4 682 \$</b>	<b>4 136 \$</b>	<b>5 222 \$</b>	<b>4 136 \$</b>
<b>Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie</b>					
Intérêts versés durant la période	3 356 \$	3 247 \$	2 063 \$	6 603 \$	4 534 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	504 \$	575 \$	446 \$	1 079 \$	1 086 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

## Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 figurant aux pages 88 à 136 du rapport annuel 2005. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

### Note 1 : Principales conventions comptables

#### *Droits variables implicites*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2005, nous avons adopté l'abrégié n° 157 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Droits variables implicites au regard de la NOC-15 (CPN-157)*. Cet abrégé précise que les droits variables implicites constituent des intérêts financiers implicites dans une entité qui varient en fonction des variations de la juste valeur de son actif net, compte non tenu des droits variables. Un droit variable implicite est semblable à un droit variable explicite sauf qu'il absorbe la variabilité ou en bénéficie indirectement. La détermination d'un droit variable implicite est une question de jugement tribunaire des faits et circonstances pertinents. L'adoption de cet abrégé n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats financiers consolidés.

#### *Modification de la présentation des états financiers*

Au cours du trimestre, nous avons examiné la présentation de certains postes de nos états consolidés des résultats et nous avons décidé de reclasser la variation de la juste valeur de certains produits dérivés désignés comme couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions, laquelle était auparavant inscrite dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, afin de mieux rendre compte de l'utilité de ces produits dérivés et de notre gestion des risques liés à la rémunération. Nous avons reclassé un montant de 18 millions de dollars pour les trimestres terminés le 30 avril 2006 et le 31 janvier 2006 et un montant de 3 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2005. Nous avons reclassé des montants de 36 millions de dollars et de 3 millions pour les semestres terminés les 30 avril 2006 et 2005, respectivement.

#### *Modifications comptables futures*

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1<sup>er</sup> novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles normes sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés ne peut être établie en ce moment et sera tribunaire de nos positions en cours et de leur juste valeur au moment de la transition.

#### *Résultat étendu*

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés

liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

#### *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale, à condition que la juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

#### *Couvertures*

La nouvelle norme définit les critères d'application de la comptabilité de couverture ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert sera ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatés dans le bénéfice net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sera contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

### Note 2 : Charges liées au réalignement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts supplémentaires définies au cours de l'exercice 2005 (les mesures supplémentaires). Les objectifs liés à ces mesures sont conformes à ceux approuvés par le Conseil d'administration en septembre 2004 relativement au réalignement de notre entreprise. Ces objectifs sont les suivants : réduire les coûts, accélérer la croissance des revenus et améliorer l'efficacité de nos activités de manière à mieux servir nos clients. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures supplémentaires seront finalisées au cours de l'exercice 2006, bien que les paiements de protection salariale aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux depuis le 31 janvier 2006 sont présentées dans le tableau qui suit :

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Total
Solde au 31 janvier 2006 – activités poursuivies	90 \$	– \$	90 \$
Versements en espèces	(16)	–	(16)
Solde au 30 avril 2006 – activités poursuivies	74 \$	– \$	74 \$
Solde au 31 janvier 2006 – activités abandonnées	– \$	11 \$	11 \$
Versements en espèces	–	(2)	(2)
Ajustement au titre des obligations futures en vertu de baux	–	6	6
Solde au 30 avril 2006 – activités abandonnées	– \$	15 \$	15 \$
Solde total au 30 avril 2006	74 \$	15 \$	89 \$

Les charges liées au réalignement de l'entreprise comprennent les paiements liés à la protection salariale relativement au licenciement d'employés. En ce qui a trait aux activités poursuivies, le nombre de postes ciblés pour suppression s'est établi à 2 063 au 30 avril 2006 (2 063 au 31 janvier 2006). Au 30 avril 2006, 1 690 employés avaient été licenciés, et 164 de ces licenciements étaient liés à RBC Mortgage Company (1 520 et 164, respectivement, au 31 janvier 2006).

Nos charges liées au réalignement de l'entreprise comprennent la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés, mais dont nous demeurons le locataire.

### Note 3 : Activités abandonnées

Le 2 septembre 2005, nous avons conclu la vente de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) à New Century Mortgage Corporation et à Home123 Corporation (Home123), en vertu de laquelle Home123 a acquis certains actifs de RBC Mortgage, y compris ses succursales, et embauché la presque totalité de ses employés.

RBC Mortgage procède actuellement à la cession des actifs et des obligations résiduels qui n'ont pas été transférés à Home123. Ces actifs et obligations sont constatés séparément au bilan consolidé dans le poste Actifs liés aux activités destinées à la vente et dans le poste Passifs liés aux activités destinées à la vente. Les résultats d'exploitation de RBC Mortgage ont été reclassés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées dans les états consolidés des résultats. Les charges liées au réalignement de RBC Mortgage (se reporter à la note 2) ont aussi été reclassées dans les activités abandonnées.

**Note 4 : Coentreprise**

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui étaient principalement exploités par l'intermédiaire de nos filiales en propriété exclusive, la Société Trust Royal du Canada, la Compagnie Trust Royal et RBC Global Services Australia Pty Limited, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. En vertu de l'accord conclu avec Dexia, nous avons fourni des actifs nets d'une valeur comptable d'environ 898 millions de dollars, dont une tranche de 84 millions vise l'écart d'acquisition des Services aux investisseurs institutionnels. Nous n'avons pas constaté de gain ni de perte à l'égard de cette opération.

RBC Dexia IS, qui propose une gamme intégrée de produits, incluant des services de garde internationale, d'administration de fonds et de caisses de retraite, de prêt de titres, de services aux actionnaires et d'analyse et divers autres services connexes destinés aux investisseurs institutionnels du monde entier, est une société de portefeuille dont le siège se trouve à Londres, au Royaume-Uni. Les activités de la coentreprise sont effectuées principalement par l'intermédiaire de RBC Dexia Investor Services Trust au Canada et de RBC Dexia Investor Services Bank au Luxembourg, ainsi que par leurs filiales et succursales respectives ailleurs dans le monde.

Pour le mois de janvier de notre premier trimestre de 2006, nous n'avons pas constaté notre quote-part des revenus et des charges de RBC Dexia IS, car nous présentons les résultats de cette dernière avec un décalage de un mois. Pour notre trimestre terminé le 30 avril 2006, nous avons inclus notre quote-part des résultats financiers que RBC Dexia IS a obtenus au cours de son trimestre terminé le 31 mars 2006. Ces résultats comprennent les éléments résumés ci après :

	Au 30 avril 2006	Au 31 janvier 2006 (2)
<b>Bilans consolidés</b>		
Actifs (1)	13 225 \$	11 681 \$
Passifs	12 301	10 783

- (1) Comprend un écart d'acquisition de 90 millions de dollars, lequel correspond à notre quote-part de 50 % du montant présenté dans le bilan de RBC Dexia IS.  
 (2) Correspond à notre quote-part du bilan d'ouverture de RBC Dexia IS au 2 janvier 2006.

**Note 5 : Écart d'acquisition**

Au cours du trimestre, nous avons transféré les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Par conséquent, un écart

d'acquisition de 6 millions de dollars, auparavant attribué au secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, a été attribué au secteur RBC Marchés des Capitaux.

**Note 6 : Titrisations****Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	30 avril 2006 (1)		31 janvier 2006 (3)		30 avril 2005		
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts sur cartes de crédit (5)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	396 \$	1 295 \$	1 200 \$	1 533 \$	1 200 \$	176 \$	– \$
Produit net en espèces reçu	397	1 268	400	1 499	600	181	–
Titres adossés à des créances mobilières acquis	–	–	794	–	596	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	–	27	9	20	8	–	–
Gain (perte) à la vente avant impôts	1	–	3	(14)	4	5	–
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	1 926	–	1 636	–	–	1 008

**Activités de titrisation pour le semestre terminé le**

	30 avril 2006			30 avril 2005		
	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts sur cartes de crédit (5)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	396 \$	2 828 \$	1 200 \$	176 \$	1 300 \$
Produit net en espèces reçu	400	397	2 767	600	181	1 297
Titres adossés à des créances mobilières acquis	794	–	–	596	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	–	47	8	–	51
Gain (perte) à la vente avant impôts	3	1	(14)	4	5	48
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	–	3 562	–	–	1 555

- (1) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006.  
 (2) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.  
 (3) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006.  
 (4) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 800 millions.  
 (5) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 600 millions.

	Pour le trimestre terminé le
	30 avril 2006
<b>État consolidé des résultats</b>	
Revenu net d'intérêt	20 \$
Revenus autres que d'intérêt	119
Frais autres que d'intérêt	92
Bénéfice net	30
<b>État consolidé des flux de trésorerie</b>	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 037 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(909)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 169

En vertu de la convention de coentreprise, les participants ont la capacité, pendant une période donnée, d'effectuer des ajustements à leur apport initial respectif à la coentreprise après la clôture de l'opération. Par conséquent, l'information présentée a été mise à jour pour tenir compte de ces ajustements et elle continuera de l'être.

En collaboration avec Dexia, nous fournissons certains services d'exploitation à RBC Dexia IS, notamment des services de soutien administratif et technologique et des services liés aux ressources humaines. Par ailleurs, Dexia et nous fournissons, sur une base égale, des facilités de crédit à RBC Dexia IS aux fins de ses activités. RBC Dexia IS fournit certains services à Dexia et à nous, notamment des services de garde et d'administration fiduciaire, des services d'administration de fonds et de placements, des services d'agent de transfert et des services aux investisseurs. Ces services et ces facilités sont fournis entre les parties respectives dans le cours normal des activités, selon des modalités semblables à celles offertes à des parties non liées. Au cours du trimestre, ces opérations entre apparentés n'ont pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 30 avril 2006. Tous les taux sont annualisés.

#### Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels – taux fixes
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,45
Taux de remboursement	17,41 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,73
Taux d'actualisation	3,89
Pertes sur créances prévues	s.o.

s.o. sans objet

#### Note 7 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, à l'égard des nouvelles attributions octroyées après le 1<sup>er</sup> novembre

2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002 :

#### Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	Pour le trimestre terminé le				Pour le semestre terminé le		
	Tel que déclaré 30 avril 2006 (1)	Tel que déclaré 31 janvier 2006 (1)	Tel que déclaré 30 avril 2005	Pro forma 30 avril 2005	Tel que déclaré 30 avril 2006 (1)	Tel que déclaré 30 avril 2005	Pro forma 30 avril 2005
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 128 \$	1 172 \$	916 \$	913 \$	2 300 \$	1 893 \$	1 885 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	(10)	(1)	(9)	(9)	(11)	(7)	(7)
Bénéfice net	1 118 \$	1 171 \$	907 \$	904 \$	2 289 \$	1 886 \$	1 878 \$
Bénéfice (perte) de base par action (3)							
Activités poursuivies	0,87 \$	0,90 \$	0,71 \$	0,70 \$	1,78 \$	1,47 \$	1,46 \$
Activités abandonnées	(0,01)	–	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Total	0,86 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,69 \$	1,77 \$	1,46 \$	1,45 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (3)							
Activités poursuivies	0,86 \$	0,89 \$	0,70 \$	0,69 \$	1,75 \$	1,44 \$	1,44 \$
Activités abandonnées	(0,01)	–	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Total	0,85 \$	0,89 \$	0,69 \$	0,68 \$	1,74 \$	1,43 \$	1,43 \$

(1) Toutes les attributions octroyées avant l'adoption de la méthode de la juste valeur étaient entièrement acquises au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006; par conséquent, il n'y a aucune donnée pro forma à présenter.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) Le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

#### Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Charge au titre des prestations constituées	99 \$	99 \$	87 \$	198 \$	176 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi (1)	26	33	48	59	97

(1) Nous avons modifié notre présentation de la Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi afin d'inclure, outre les avantages postérieurs au départ à la retraite, certains avantages postérieurs à l'emploi. Les avantages comprennent une assurance-invalidité de longue durée, une assurance-maladie, une assurance dentaire et une assurance-vie.

Nous avons annoncé des modifications à notre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite au Canada, lesquelles seront en vigueur pour les employés admissibles qui prendront leur retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Le nouveau régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite prévoit l'attribution d'un crédit annuel fixe aux employés retraités admissibles, qui sera calculé en fonction

du nombre d'années de service admissibles. Le crédit peut être affecté à l'adhésion à des régimes de soins médicaux et dentaires après le départ à la retraite. Selon les hypothèses actuelles, nous nous attendons à ce que ces modifications se traduisent par une diminution d'environ 510 millions de dollars de notre obligation au titre des prestations constituées.

#### Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 26 avril 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 8,20 % en circulation échéant le 26 avril 2011, d'un montant de 100 millions de dollars, plus les intérêts courus.

Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions sous forme de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. L'incidence est la même que dans le cas d'une division d'actions à raison de deux pour une.

Le 4 avril 2006, nous avons émis un montant de 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AA, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,278125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,45 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 13 février 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 5,50 % en circulation échéant le 13 février 2011, d'un montant de 125 millions de dollars, plus les intérêts courus.

Le 22 décembre 2005, nous avons annoncé notre intention d'émettre aux États-Unis, de temps à autre, des titres d'emprunt de premier rang et des titres d'emprunt subordonnés pour un montant maximal de 6 milliards de dollars US.

Le 20 juin 2005, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 10 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire

de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2005.

Le tableau ci-dessous présente en détail les rachats d'actions ordinaires qui seront effectués en vertu de cette offre.

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	Depuis le début (1)
Avant versement du dividende en actions			
Nombre d'actions rachetées (en milliers)	2 186	2 202	6 337
Coût moyen par action	93,21 \$	87,78 \$	88,34 \$
Montant	204 \$	193 \$	560 \$
Après versement du dividende en actions			
Nombre d'actions rachetées (en milliers)	2 159	s.o.	2 159
Coût moyen par action	48,10 \$	s.o.	48,10 \$
Montant	104 \$	s.o.	104 \$
Montant total	308 \$	193 \$	664 \$

(1) Une tranche supplémentaire de 0,3 million d'actions a été rachetée en vertu de régimes de rémunération dépendants au 30 avril 2006. Ces actions sont prises en compte dans le rachat maximal établi en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités. s.o. sans objet

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions de temps à autre rembourser, aux fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débetures à taux variable en circulation échéant en 2083, d'un montant de 250 millions de dollars, et de nos débetures à taux variable en circulation échéant en 2085, d'un montant de 300 millions de dollars US. Le moment, le prix et les autres modalités sont déterminés à notre seule discrétion. Au cours du trimestre considéré, nous

avons remboursé une tranche de 19 millions de dollars US (21 millions de dollars) des débetures à taux variable échéant en 2085. Depuis l'annonce, nous avons remboursé une tranche totalisant 3,5 millions de dollars des débetures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 87 millions de dollars US (104 millions de dollars) des débetures à taux variable échéant en 2085.

#### Note 10 : Bénéfice par action (1)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
<b>Bénéfice de base par action</b>					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 128 \$	1 172 \$	916 \$	2 300 \$	1 893 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	(10)	(1)	(9)	(11)	(7)
Bénéfice net	1 118	1 171	907	2 289	1 886
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(10)	(12)	(21)	(20)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 107 \$	1 161 \$	895 \$	2 268 \$	1 866 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 282 694	1 284 333	1 281 685	1 283 436	1 279 482
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	0,87 \$	0,90 \$	0,71 \$	1,78 \$	1,47 \$
Activités abandonnées	(0,01)	–	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Total	0,86 \$	0,90 \$	0,70 \$	1,77 \$	1,46 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 107 \$	1 161 \$	895 \$	2 268 \$	1 866 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 282 694	1 284 333	1 281 685	1 283 436	1 279 482
Options sur actions (3)	14 498	14 375	13 585	14 460	12 741
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	4 453	5 670	8 331	5 210	8 910
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 301 645	1 304 378	1 303 601	1 303 106	1 301 133
Bénéfice (perte) dilué(e) par action					
Activités poursuivies	0,86 \$	0,89 \$	0,70 \$	1,75 \$	1,44 \$
Activités abandonnées	(0,01)	–	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Total	0,85 \$	0,89 \$	0,69 \$	1,74 \$	1,43 \$

(1) Le nombre moyen d'actions ordinaires, le nombre moyen d'actions ordinaires dilué et le bénéfice de base et dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour les trimestres terminés le 30 avril 2006, le 31 janvier 2006 et le 30 avril 2005, ainsi que pour les semestres terminés les 30 avril 2006 et 2005, il n'y avait aucune option en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

#### Note 11 : Garanties et éventualités

##### Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14). Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut

complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

##### Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties

	Au		
	30 avril 2006	31 octobre 2005	30 avril 2005
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (1)	– \$	32 550 \$	28 900 \$
Facilités de garantie de liquidités	35 081	29 611	27 473
Dérivés de crédit et options vendues (2)	26 511	28 662	42 282
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	14 799	14 417	13 930
Produits à valeur stable (2)	15 413	12 567	9 733
Rehaussements de crédit	3 999	3 179	4 212
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (3)	254	388	356

(1) La presque totalité de nos activités de prêt de titres sont maintenant exercées par l'intermédiaire de notre nouvelle contrepartie, RBC Dexia IS. Au 30 avril 2006, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 42 756 millions de dollars; de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Au 30 avril 2006, un montant d'environ 14 millions de dollars avait trait aux activités abandonnées (174 millions au 31 octobre 2005; 232 millions au 30 avril 2005). Se reporter à la note 3. Le montant au 31 octobre 2005 a été revu pour y inclure 174 millions de dollars.

La valeur comptable actuelle de notre obligation au titre des produits dérivés de crédit, des options vendues et des produits à valeur stable se chiffrait à 248 millions de dollars au 30 avril 2006 (465 millions au 31 octobre 2005; 339 millions au 30 avril 2005) et a été incluse dans le poste Autres – Montants se rapportant aux produits dérivés de nos bilans consolidés. La valeur comptable actuelle de l'obligation au titre des autres garanties importantes que nous avons accordées à des tiers s'établissait à 17 millions de dollars au 30 avril 2006 (16 millions au 31 octobre 2005; 16 millions au 30 avril 2005).

Veillez vous reporter à la note 25 de notre rapport annuel 2005 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

##### Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal présumé des actionnaires d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières, des cabinets d'avocats, des cabinets d'experts-comptables et certains cadres et

administrateurs actuels et antérieurs d'Enron. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de six poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces

poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions de dollars après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

#### Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation consolidés.

### Note 12 : Résultats par secteurs d'exploitation

#### Bénéfice trimestriel

	RBC Particuliers et entreprises – Canada			RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International			RBC Marchés des Capitaux		
	T2/06	T1/06	T2/05	T2/06	T1/06	T2/05	T2/06	T1/06	T2/05
Revenu net d'intérêt	1 409 \$	1 428 \$	1 268 \$	275 \$	279 \$	274 \$	(13) \$	31 \$	146 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 802	1 870	1 760	446	431	394	1 270	945	820
Total des revenus	3 211	3 298	3 028	721	710	668	1 257	976	966
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	168	142	158	6	10	15	(23)	(85)	(46)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	619	652	622	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 533	1 502	1 492	568	567	547	835	686	617
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	1	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	891	1 002	755	147	133	106	445	375	395
Charge d'impôts	283	333	231	40	30	22	53	56	90
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	–	1	2	2	(41)	(11)	11
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	608	669	524	106	101	82	433	330	294
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(10)	(1)	(9)	–	–	–
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>608 \$</b>	<b>669 \$</b>	<b>524 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>73 \$</b>	<b>433 \$</b>	<b>330 \$</b>	<b>294 \$</b>

	Services de soutien généraux			Total		
	T2/06	T1/06	T2/05	T2/06	T1/06	T2/05
Revenu net d'intérêt	(62) \$	(63) \$	(26) \$	1 609 \$	1 675 \$	1 662 \$
Revenus autres que d'intérêt	(5)	39	50	3 513	3 285	3 024
Total des revenus	(67)	(24)	24	5 122	4 960	4 686
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(27)	(20)	(11)	124	47	116
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	619	652	622
Frais autres que d'intérêt	(8)	(4)	5	2 928	2 751	2 661
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	1	–	–	2
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(32)	–	29	1 451	1 510	1 285
Charge d'impôts	(28)	(87)	10	348	332	353
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	15	15	3	(25)	6	16
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	(19)	72	16	1 128	1 172	916
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(10)	(1)	(9)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(19) \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>1 118 \$</b>	<b>1 171 \$</b>	<b>907 \$</b>



**Bénéfice semestriel**

	RBC Particuliers et entreprises – Canada		RBC Particuliers et entreprises – États Unis et International		RBC Marchés des Capitaux	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Revenu net d'intérêt	2 837 \$	2 544 \$	554 \$	542 \$	18 \$	332 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 672	3 470	877	813	2 215	1 720
Total des revenus	6 509	6 014	1 431	1 355	2 233	2 052
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	310	261	16	29	(108)	(48)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 271	1 204	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 035	2 907	1 135	1 091	1 521	1 322
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	1	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 893	1 641	280	235	820	778
Charge d'impôts	616	520	70	56	109	196
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	3	4	(52)	20
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 277	1 121	207	175	763	562
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(11)	(7)	–	–
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 277 \$</b>	<b>1 121 \$</b>	<b>196 \$</b>	<b>168 \$</b>	<b>763 \$</b>	<b>562 \$</b>

	Services de soutien généraux		Total	
	2006	2005	2006	2005
Revenu net d'intérêt	(125)\$	(62)\$	3 284 \$	3 356 \$
Revenus autres que d'intérêt	34	100	6 798	6 103
Total des revenus	(91)	38	10 082	9 459
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(47)	(18)	171	224
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 271	1 204
Frais autres que d'intérêt	(12)	(5)	5 679	5 315
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	3	–	4
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(32)	58	2 961	2 712
Charge d'impôts	(115)	24	680	796
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	30	(1)	(19)	23
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	53	35	2 300	1 893
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(11)	(7)
<b>Bénéfice net</b>	<b>53 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>2 289 \$</b>	<b>1 886 \$</b>

Nous avons, à des fins de gestion, procédé à la réorganisation de nos activités et classé ces dernières dans les trois secteurs d'exploitation suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurance à l'échelle mondiale. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur RBC Marchés des Capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations.

Au cours du trimestre, nous avons transféré nos activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Les résultats correspondants ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs. Les charges peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation,

nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre du modèle d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons mis en œuvre certaines révisions apportées à nos méthodes d'établissement des coûts indirects et des prix de cession interne, qui sont reflétées dans les résultats correspondants présentés.

**Note 13 : Entités à détenteurs de droits variables**

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) qui acquièrent des actifs financiers auprès des clients et qui financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Toutefois, nous détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels.

Au cours du trimestre, les activités de nos fonds multicédants ont augmenté. Par conséquent, l'actif total de ces fonds s'est accru pour atteindre 36 milliards de dollars au 30 avril 2006 (34 milliards au 31 janvier 2006; 29 milliards au 31 octobre 2005). Notre risque de perte maximal s'est établi à 36 milliards de dollars au 30 avril 2006 (34 milliards au 31 janvier 2006; 29 milliards au 31 octobre 2005).

**Note 14 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and

Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, voir la note 29 aux pages 127 à 136 de notre rapport annuel 2005.

**Bilans consolidés condensés**

	Au 30 avril 2006			Au 31 octobre 2005			Au 30 avril 2005		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
<b>Actif</b>									
Encaisse et montants à recevoir de banques	5 222 \$	(2 300)\$	2 922 \$	5 001 \$	– \$	5 001 \$	4 136 \$	– \$	4 136 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 878	(4,458)	4 420	5 237	(32)	5 205	7 043	(33)	7 010
<b>Valeurs mobilières</b>									
Titres du compte de négociation	127 026	282	127 308	125 760	(977)	124 783	101 808	947	102 755
Titres du compte de placement	36 301	(36 301)	–	34 060	(34 060)	–	37 102	(37 102)	–
Titres de substitut de prêt	664	(664)	–	675	(675)	–	675	(675)	–
Titres susceptibles de vente	–	36 650	36 650	–	34 729	34 729	–	38 055	38 055
	163 991	(33)	163 958	160 495	(983)	159 512	139 585	1 225	140 810
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	56 301	(2 569)	53 732	42 973	–	42 973	43 581	–	43 581
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	197 146	(328)	196 818	190 416	939	191 355	177 785	997	178 782
<b>Autres</b>									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 876	–	8 876	7 074	–	7 074	6 654	–	6 654
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 192	892	43 084	38 834	1 157	39 991	36 415	1 295	37 710
Locaux et matériel	1 699	(65)	1 634	1 708	(33)	1 675	1 753	(28)	1 725
Écart d'acquisition	4 105	(82)	4 023	4 203	45	4 248	4 412	45	4 457
Autres actifs incorporels	686	(208)	478	409	–	409	511	–	511
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 160	1 160	–	1 190	1 190	–	1 720	1 720
Actifs liés aux comptes distincts	–	112	112	–	105	105	–	105	105
Actifs liés aux activités destinées à la vente	172	–	172	263	–	263	1 657	(3)	1 654
Autres actifs	13 625	35 910	49 535	12 908	26 917	39 825	11 341	19 426	30 767
	71 355	37 719	109 074	65 399	29 381	94 780	62 743	22 560	85 303
	502 893 \$	28 031 \$	530 924 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	434 873 \$	24 749 \$	459 622 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
Dépôts	322 787\$	(10 863)\$	311 924 \$	306 860 \$	28 \$	306 888 \$	283 492 \$	336 \$	283 828 \$
<b>Autres</b>									
Acceptations	8 876	–	8 876	7 074	–	7 074	6 654	–	6 654
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	36 014	334	36 348	32 391	1 647	34 038	32 181	(114)	32 067
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 315	(962)	27 353	23 381	–	23 381	19 572	–	19 572
Montants se rapportant aux produits dérivés	47 072	533	47 605	42 592	579	43 171	41 229	721	41 950
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 182	2 682	9 864	7 117	2 643	9 760	6 860	3 104	9 964
Passifs liés aux comptes distincts	–	112	112	–	105	105	–	105	105
Passifs liés aux activités destinées à la vente	32	–	32	40	–	40	47	–	47
Autres passifs	20 388	36 021	56 409	18 408	23 916	42 324	14 557	19 864	34 421
	147 879	38 720	186 599	131 003	28 890	159 893	121 100	23 680	144 780
Déventures subordonnées	7 839	257	8 096	8 167	407	8 574	8 101	462	8 563
Titres de fiducie de capital	1 390	(1 390)	–	1 400	(1 400)	–	1 400	(1 400)	–
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	–	300	(300)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 947	1 396	3 343	1 944	1 434	3 378	674	1 434	2 108
Capitaux propres	20 751	211	20 962	19 847	246	20 093	19 806	537	20 343
	502 893 \$	28 031 \$	530 924 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	434 873 \$	24 749 \$	459 622 \$

## États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2006	2006	2005	2006	2005
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada	1 128 \$	1 172 \$	916 \$	2 300 \$	1 893 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture	13	7	12	20	16
Coentreprises (1)	(20)	–	–	(20)	–
Passif et capitaux propres	30	28	29	58	57
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance	(142)	(140)	(138)	(282)	(304)
Produits dérivés et opérations de couverture	6	(33)	(7)	(27)	(3)
Reclassement de valeurs mobilières	58	3	–	61	–
Sociétés en commandite	3	(1)	(2)	2	(4)
Coentreprises (1)	(128)	(40)	(48)	(168)	(85)
Autres	(7)	(12)	–	(19)	(4)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances					
Coentreprises (1)	1	(1)	17	–	17
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance	147	102	144	249	378
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions	7	6	15	13	15
Comptabilisation des activités d'assurance	19	16	16	35	33
Coentreprises (1)	127	30	29	157	58
Autres	7	8	–	15	–
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	(14)	22	(12)	8	(35)
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Passif et capitaux propres	(26)	(25)	(25)	(51)	(50)
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>1 209 \$</b>	<b>1 142 \$</b>	<b>946 \$</b>	<b>2 351 \$</b>	<b>1 982 \$</b>
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada	(10)\$	(1)\$	(9)\$	(11)\$	(7)\$
Écart – Autres éléments	–	–	(1)	–	2
<b>Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>(10)\$</b>	<b>(1)\$</b>	<b>(10)\$</b>	<b>(11)\$</b>	<b>(5)\$</b>
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>1 199 \$</b>	<b>1 141 \$</b>	<b>936 \$</b>	<b>2 340 \$</b>	<b>1 977 \$</b>
Bénéfice de base par action (2) (3)					
PCGR du Canada	0,86 \$	0,90 \$	0,70 \$	1,77 \$	1,46 \$
PCGR des États-Unis	0,92 \$	0,87 \$	0,71 \$	1,79 \$	1,51 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,87 \$	0,90 \$	0,71 \$	1,78 \$	1,47 \$
PCGR des États-Unis	0,93 \$	0,87 \$	0,72 \$	1,80 \$	1,52 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,01)\$	– \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	– \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$
Bénéfice dilué par action (2) (3)					
PCGR du Canada	0,85 \$	0,89 \$	0,69 \$	1,74 \$	1,43 \$
PCGR des États-Unis	0,91 \$	0,86 \$	0,70 \$	1,77 \$	1,49 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,86 \$	0,89 \$	0,70 \$	1,75 \$	1,44 \$
PCGR des États-Unis	0,92 \$	0,86 \$	0,71 \$	1,78 \$	1,50 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,01)\$	– \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	– \$	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,01)\$

(1) En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons nos placements dans des coentreprises autres que des EDDV selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, ces placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

(2) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour toutes les périodes présentées.

(3) Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

## États consolidés condensés des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2006	2006	2005	2006	2005
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada</b>	<b>7 461 \$</b>	<b>(4 049)\$</b>	<b>317 \$</b>	<b>3 412 \$</b>	<b>(8 380)\$</b>
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net lié aux activités poursuivies	81	(30)	30	51	89
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	(17)	–	(17)
Amortissement	(5)	(4)	(1)	(9)	(2)
Impôts futurs	(44)	51	7	7	40
Amortissement des autres actifs incorporels	(6)	–	–	(6)	–
Gain net à la vente de titres du compte de placement	–	–	3	–	3
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	13	26	53	39	23
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(133)	80	(47)	(53)	31
Actifs se rapportant aux produits dérivés	163	102	(6)	265	(97)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(8)	(38)	(67)	(46)	52
Titres du compte de négociation	(2 004)	745	(1 568)	(1 259)	(2 634)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(21)	(9)	33	(30)	19
Variation nette des montants à payer aux ou à recevoir de courtiers	228	2 014	1 891	2 242	991
Autres	(1 757)	2 817	(1 360)	1 060	(88)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>3 968</b>	<b>1 705</b>	<b>(732)</b>	<b>5 673</b>	<b>(9 970)</b>
Flux de trésorerie nets (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis	–	–	–	–	–
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>3 930</b>	<b>1 705</b>	<b>(732)</b>	<b>5 635</b>	<b>(9 970)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada</b>	<b>(13 994)</b>	<b>(12 204)</b>	<b>(9 476)</b>	<b>(26 198)</b>	<b>(1 812)</b>
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(176)	4 602	(1)	4 426	49
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(540)	1 807	(12)	1 267	(30)
Produit de la vente de titres du compte de placement	(2 456)	(3 678)	(11 585)	(6 134)	(20 792)
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	(8 979)	(7 043)	(4 630)	(16 022)	(10 262)
Acquisitions de titres du compte de placement	12 355	8 415	15 446	20 770	27 637
Produit de la vente de titres susceptibles de vente	2 466	3 678	11 582	6 144	20 815
Produit de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	8 979	7 044	4 630	16 023	10 262
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(12 270)	(8 073)	(15 315)	(20 343)	(27 678)
Variation des titres de substitut de prêt	(10)	(1)	–	(11)	(26)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	–	(77)	4	(77)	5
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	1 643	926	–	2 569	–
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>(12 982)</b>	<b>(4 604)</b>	<b>(9 357)</b>	<b>(17 586)</b>	<b>(1 832)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada</b>	<b>7 110</b>	<b>15 992</b>	<b>8 970</b>	<b>23 102</b>	<b>10 595</b>
Variation des dépôts	(7 915)	(8 012)	(3 472)	(15 927)	(11 633)
Variation des dépôts – Canada	287	(6 267)	1 820	(5 980)	5 192
Variation des dépôts – Autres pays	6 428	4 588	1 657	11 016	7 061
Émission d'actions privilégiées	(3)	–	–	(3)	–
Frais d'émission	3	–	–	3	–
Ventes nettes d'actions de trésorerie	–	–	(24)	–	(24)
Dividendes versés	(3)	(4)	(3)	(7)	(7)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(40)	(922)	–	(962)	–
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	(51)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 428	(2 741)	952	(1 313)	1 076
Variation des emprunts à court terme des filiales	–	–	–	–	(4)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>7 295 \$</b>	<b>2 634 \$</b>	<b>9 900 \$</b>	<b>9 929 \$</b>	<b>12 205 \$</b>
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(37)\$	(58)\$	16 \$	(95)\$	22 \$
<b>Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques</b>	<b>(1 756)</b>	<b>(323)</b>	<b>(173)</b>	<b>(2 079)</b>	<b>425</b>
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 678 \$	5 001 \$	4 309 \$	5 001 \$	3 711 \$
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>2 922 \$</b>	<b>4 678 \$</b>	<b>4 136 \$</b>	<b>2 922 \$</b>	<b>4 136 \$</b>

## Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices (1)

	Au		
	30 avril	31 octobre	30 avril
	2006	2005	2005
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(156)\$	83 \$	212 \$
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(2 163)	(1 768)	(1 300)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(17)	(165)	(242)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	(313)	(313)	(67)
<b>Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>	<b>(2 649)\$</b>	<b>(2 163)\$</b>	<b>(1 397)\$</b>

(1) Les autres éléments du résultat étendu cumulés constituent une composante distincte des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis.

## États consolidés du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 199 \$	1 141 \$	936 \$	2 340 \$	1 977 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(206)	(33)	(33)	(239)	34
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(243)	(609)	323	(852)	744
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	105	352	(204)	457	(493)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	36	42	(13)	78	(102)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	29	41	27	70	52
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>920 \$</b>	<b>934 \$</b>	<b>1 036 \$</b>	<b>1 854 \$</b>	<b>2 212 \$</b>
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :					
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(109)\$	(18)\$	(19)\$	(127)\$	19 \$
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	49	173	(103)	222	(248)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	20	23	(7)	43	(54)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	15	21	15	36	28
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôts</b>	<b>(25)\$</b>	<b>199 \$</b>	<b>(114)\$</b>	<b>174 \$</b>	<b>(255)\$</b>

## Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

	Produits dérivés et actifs de couverture	Coentreprises (1)	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
<b>Au 30 avril 2006</b>													
<b>Actif</b>													
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	(2 300)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 300)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(35)\$	(4 423)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 458)\$
Valeurs mobilières	(1)\$	(299)	–	(118)	(151)	–	–	–	535	–	–	1	(33)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	(2 569)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 569)\$
Prêts	42 \$	(1 219)	–	–	–	–	–	–	–	–	849	–	(328)\$
Autres actifs	409 \$	(1 534)	2 835	41	139	(22)	–	167	11 401	24 155	–	128	37 719 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	(161)\$	(10 702)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(10 863)\$
Autres passifs	198 \$	(1 619)	2 723	–	–	(55)	(34)	480	11 936	24 155	849	87	38 720 \$
Débitures subordonnées	257 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	257 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	(1 390)	–	–	–	–	–	(1 390)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	(300)	–	–	–	–	–	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	(28)	–	–	–	–	1 424	–	–	–	–	–	1 396 \$
Capitaux propres	121 \$	5	112	(77)	(12)	33	300	(313)	–	–	–	42	211 \$

## Au 31 octobre 2005

<b>Actif</b>													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(32)\$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(32)\$
Valeurs mobilières	– \$	–	–	165	(140)	–	–	–	(977)	–	–	(31)	(983)\$
Prêts	42 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	897	–	939 \$
Autres actifs	813 \$	(74)	2 819	(61)	127	(17)	–	167	9 143	16 339	–	125	29 381 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	28 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28 \$
Autres passifs	416 \$	(74)	2 661	–	–	(45)	(34)	480	8 166	16 339	897	84	28 890 \$
Débitures subordonnées	407 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	407 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	(1 400)	–	–	–	–	–	(1 400)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	(300)	–	–	–	–	–	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	–	–	–	–	–	1 434	–	–	–	–	–	1 434 \$
Capitaux propres	(28)\$	–	158	104	(13)	28	300	(313)	–	–	–	10	246 \$

## Au 30 avril 2005

<b>Actif</b>													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(33)\$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(33)\$
Valeurs mobilières	– \$	–	–	415	(128)	–	–	–	757	–	190	(9)	1 225 \$
Prêts	42 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	955	–	997 \$
Autres actifs	992 \$	(93)	3 304	(149)	119	(15)	–	35	7 116	11 130	9	112	22 560 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	137 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	199	–	336 \$
Autres passifs	554 \$	(93)	3 150	–	–	(40)	(34)	102	7 873	11 130	955	83	23 680 \$
Débitures subordonnées	462 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	462 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	(1 400)	–	–	–	–	–	(1 400)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	(300)	–	–	–	–	–	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	–	–	–	–	–	1 434	–	–	–	–	–	1 434 \$
Capitaux propres	(152)\$	–	154	266	(9)	25	300	(67)	–	–	–	20	537 \$

(1) En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons nos placements dans des coentreprises autres que des EDDV selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, ces placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

**Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis**

***Paievements à base d'actions***

Le 1<sup>er</sup> novembre 2005, nous avons adopté le Financial Accounting Standards Board (FASB) Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), ainsi que les prises de position du FASB s'y rapportant, et nous l'avons appliqué prospectivement aux nouvelles attributions et à la tranche des attributions existantes pour lesquelles les droits ne sont pas acquis. Le FAS 123R exige que la charge de rémunération ayant trait aux paievements à base d'actions soit mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

***Perte de valeur de certains placements***

Le 1<sup>er</sup> février 2006, nous avons adopté les FSP FAS 115-1 et FAS 124-1, *The Meaning of Other-Than-Temporary Impairment and Its Application to Certain Investments*, qui sanctionne les directives actuelles sur la façon de déterminer à quel moment un placement a subi une perte de valeur, comment cette perte de valeur doit être calculée et quels renseignements doivent être présentés à l'égard des valeurs mobilières qui ont subi une perte de valeur. L'adoption de ces FSP n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

***Modifications comptables futures***

***Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides***

Le 16 février 2006, le FASB a publié le FASB Statement No. 155, intitulé *Accounting for Certain Hybrid Financial Instruments – an amendment of FASB Statement No. 133 and 140* (FAS 155), en vertu duquel une entité peut choisir d'évaluer la totalité de certains instruments financiers hybrides à la juste valeur et de constater les variations de la juste valeur dans les résultats. L'adoption de l'évaluation à la juste valeur supprimera la nécessité de constater distinctement certains produits dérivés intégrés dans des instruments financiers hybrides en vertu du FASB Statement No. 133, intitulé *Accounting for Derivative Instruments & Hedging Activities*. En ce qui nous concerne, le FAS 155 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2006.

***Comptabilisation des actifs financiers de gestion***

Le 17 mars 2006, le FASB a publié le FASB Statement No. 156, intitulé *Accounting for Servicing of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (FAS 156). En vertu du FAS 156, une entité doit initialement évaluer ses droits de gestion à la juste valeur, mais peut par la suite choisir soit d'amortir la juste valeur initiale sur la période applicable aux droits, soit de réévaluer ces droits à la juste valeur avec comptabilisation dans les résultats. La possibilité de réévaluer les droits de gestion à la juste valeur avec comptabilisation dans les résultats supprimera la disparité comptable entre les droits de gestion et les produits dérivés connexes qui, autrement, empêcherait l'application de la comptabilité de couverture. En ce qui nous concerne, le FAS 156 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2006.

***Directives à l'égard de l'application de la norme portant sur les entités à détenteurs de droits variables***

Le 13 avril 2006, le FASB a publié le FSP No. FIN 46(R)-6, intitulé *Determining the Variability to be Considered in Applying FASB Interpretation No. FIN 46(R)* (FSP FIN 46(R)-6), qui clarifie la façon d'analyser les entités à détenteurs de droits variables et l'exigence de consolidation à leur égard. En ce qui nous concerne, le FSP FIN 46(R)-6 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des normes ci-dessus sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

## RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) Canada  
Téléphone : 416 974-5151  
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5

Site Web :  
[rbc.com](http://rbc.com)

### Agent des transferts et agent comptable des registres

*Agent principal*  
Société de fiducie Computershare  
du Canada

Adresse :  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3S8  
Téléphone : (514) 982-7555  
ou 1 866 586-7635  
Télécopieur : (514) 982-7635

Site Web :  
[computershare.com](http://computershare.com)

### Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York  
101 Barclay Street  
New York, New York  
États-Unis 10286

### Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box No. 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road, Bristol  
BS99 7NH Angleterre

### Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
*Canada*  
Bourse de Toronto (TSX)  
*États-Unis*  
Bourse de New York (NYSE)  
*Suisse*  
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Ave., 9th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Téléphone : (514) 982-7555  
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
123 Front Street West  
6th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2M2  
Téléphone : 416 955-7806  
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :  
[rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs)

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

### Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de RBC constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de RBC résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.  
Attn : Dividend Reinvestment Dept.  
100 University Ave., 9th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Téléphone : 1 866 586-7635 (Canada et États-Unis)  
(514) 982-7555  
Télécopieur : 416 263-9394  
ou 1 888 453-0330  
Courriel :  
[service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Dates de paiement des dividendes pour 2006

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, S et W	26 janvier	24 février
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	26 octobre	24 novembre
Actions privilégiées de série AA	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	26 octobre	24 novembre

### Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Première vice-présidente  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
123 Front Street West  
6th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2M2  
Téléphone : 416 955-7803  
Télécopieur : 416 955-7800

### Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 10 millions de nos actions sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire, à notre adresse postale torontoise.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2006

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	25 août
Quatrième trimestre	30 novembre

